

INPRECOR

Numéro 220 du 26 mai 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

PHILIPPINES



Les débats de la gauche révolutionnaire

IRAN

La classe ouvrière sous le règne des ayatollahs

Sommaire du numéro 220 du 26 mai 1986

3	PHILIPPINES	Les débats au sein de la gauche révolutionnaire	Paul PETITJEAN
8	IRAN	La situation de la classe ouvrière sous le règne des ayatollahs	Saber NIKBEEN
14	INDE	Premier bilan du gouvernement de Rajiv Gandhi	M. NAVID
20	URUGUAY	Un an de « transition démocratique »	Ernesto HERRERA
24	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	PORTUGAL : Ve congrès du PSR. SENEGAL : L'opposition condamne les raids US en Libye. ETATS-UNIS : George Breitman, cinquante ans d'activité révolutionnaire.		
28	AFRIQUE DU SUD	Plus d'un million de grévistes pour le 1er mai	Tony ROUX

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue : _____

Commune _____

[illegible]Réabonnement ☐Abonnement ☐

Les débats de la gauche révolutionnaire

LE renversement de la dictature Marcos, en février dernier, représente un événement politique majeur qui doit intéresser à plus d'un titre tout militant anti-impérialiste, tout militant révolutionnaire. Les Philippines sont aujourd'hui l'un des pays du monde où les luttes populaires connaissent un développement remarquable, après le Nicaragua et le Salvador, avec l'Afrique du Sud, notamment. Cet archipel de 54 millions d'habitants occupe une place géostratégique de premier ordre : il abrite les principales bases militaires américaines d'outre-mer, implantées face au Vietnam, au point de passage entre l'Océan indien et le Pacifique. C'est l'un des pays vis-à-vis desquels il est urgent qu'une solidarité internationaliste active se poursuive et se renforce (1).

Autre motif d'intérêt, les conditions dans lesquelles la dictature a été renversée et la situation qui prévaut actuellement dans le pays soulèvent de nombreux problèmes d'analyse et d'orientation. Leur étude peut donc éclairer divers aspects de la pratique révolutionnaire d'aujourd'hui. C'est pourquoi nous revenons dans ce numéro d'*Inprecor* sur les débats qui se déroulent entre les composantes de la gauche anti-impérialiste des Philippines sur l'évaluation de la « révolution de février », sur le bilan des orientations mises en œuvre avant l'élection présidentielle et la campagne de Cory Aquino qui servirent de détonateur à la crise, sur l'analyse du régime actuel et sur les

tâches de la gauche révolutionnaire. Ces débats touchent à des questions qui sont débattues dans bien des pays. Ils méritent d'être connus. C'est ainsi que les enseignements des luttes révolutionnaires aux Philippines pourront servir aux militants d'autres pays, qu'ils pourront contribuer à une réflexion politique nourrie de l'expérience internationale.

Le renversement de la dictature a ouvert une situation très nouvelle. Les caractéristiques de l'après-Marcos ne sont encore qu'imparfaitement définies. Les évolutions en cours sont loin d'être achevées. C'est vrai pour le régime Aquino comme pour la gauche philippine. Il est donc beaucoup trop tôt pour dresser un bilan effectif des conséquences de la « révolution de février » : elles restent encore, dans tous les domaines — économique, social et politique — l'enjeu d'une lutte souvent complexe. De plus, il est difficile de réunir aujourd'hui une documentation complète. Mais il est néanmoins possible de présenter certains des débats engagés au sein de la gauche révolutionnaire de l'archipel, quitte à y revenir ultérieurement, une fois que la documentation sera plus complète et que les débats en cours auront mûri. Pour commencer, il faut revenir sur la situation dans laquelle se trouvait la gauche révolutionnaire à la veille de la campagne présidentielle et sur les choix politiques auxquels elle s'est vue confrontée.

Paul PETITJEAN

Du point de vue du développement des forces révolutionnaires, le bilan de l'année 1985 présentait des aspects contradictoires. La Nouvelle armée du peuple (NPA) continuait à se renforcer. L'implantation de masse du Parti communiste des Philippines (PCP) s'étendait dans les campagnes comme dans les villes. Le Front national démocratique (NDF), bien que clandestin, se préparait à intervenir pour la première fois de façon assez systématique dans les joutes électorales initialement prévues pour 1986 : les élections régionales et locales.

Cet ensemble d'organisations est dirigé par le PCP, fondé en 1968. Il représente — et de loin — le courant dominant de la gauche révolutionnaire. Après des débuts difficiles, le PCP s'est rapidement renforcé à la fin des années 1970 et, depuis, il a considérablement étendu son implantation nationale et son travail de masse. Engagé dans une guérilla de longue durée, commencée en 1969, il considère être entré dans la phase finale de la première étape de la guerre du peuple : « la sous-étape avancée de l'étape défensive stratégique ». Il espère atteindre dans quelques années la situation « d'équilibre des forces » qui permet de préparer « l'offensive stratégique », l'étape ultime de la lutte pour le pouvoir. L'année 1985 marquait un nouveau progrès dans cette voie.

Pourtant, c'est aussi en 1985 que de très fortes contradictions sont apparues au niveau du travail unitaire du PCP. Le lancement d'une nouvelle coalition, la Nouvelle alliance patriotique (Bagong Alyansang Makabayan) connue sous l'acronyme Bayan, illustre le caractère contradictoire des développements en cours. A l'origine, Bayan devait devenir le regroupement le plus large possible d'organisations de masse (syndicats, associations paysannes et populaires, etc.), comme de groupes politiques (allant des forces dirigées par le PCP clandestin à une petite formation bourgeoise moderniste, Manindigan).

LE BILAN CONTRADICTOIRE DE L'ANNÉE 1985 : LA QUESTION DU FRONT UNI

En ce qui concerne les mouvements de masse, Bayan s'affirme en effet sans contester une « alliance » plus large que les précédentes, comprenant pour la première fois un rassemblement d'associations paysannes et de syndicats de travailleurs agricoles organisé à l'échelle nationale : le Mouvement paysan des Philippines (Kilusang Magbubukid ng Pilipinas, KMP). Avant la fondation en 1985 du KMP, une coalition comme l'Alliance nationaliste (Nationalist Alliance for Justice, Freedom and Democracy, NAJFD — prédécesseur et composante de Bayan), regroupait des associations paysannes lo-

cales et régionales, mais non nationales. En février-mars 1986, le KMP annonce 500 000 membres et Bayan 2,5 millions.

Pourtant, en terme de front uni d'organisations et de personnalités politiques, le lancement de Bayan est un échec. Les nouveaux alliés rompent au moment du congrès de mai 1985. Pire, des formations et des personnalités qui font partie des alliés traditionnels et que l'on trouve par exemple au sein de l'Alliance nationaliste (comme le mouvement Kaakbay et l'avocat José Diokno) quittent eux aussi Bayan en mai-juin (2). La nouvelle coalition, sur ce terrain, est en retrait par rapport à des expériences passées. Plus généralement, la dynamique unitaire engagée après l'assassinat en août 1983 de Benigno Aquino, mari défunt de l'actuelle présidente, semble brisée. Et les militants liés au Front national démocratique perdent diverses élections étudiantes, à commencer par celles de l'Université des Philippines.

L'échec de Bayan en tant que front large d'organisations politiques a plusieurs causes. Pour certains au moins, Bayan représentait un projet très ambitieux, peut-être trop : offrir d'un coup un cadre uni-

1. Voir à ce sujet les résolutions de solidarité adoptées par la IVe Internationale et qui sont publiées dans *Inprecor* numéro 157 du 26 septembre 1983 et 215 du 17 mars 1986.

2. Voir Paul Petitjean, « La fraude électorale ne freinera pas la crise de la dictature », *Inprecor* numéro 212 du 3 février 1986.

taire aux mouvements de masse, à toutes les formations politiques progressistes et révolutionnaires, ainsi qu'aux alliés plus conflictuels (comme les petites formations bourgeoises). Seul le PCP, force largement dominante, pouvait assurer le succès au moins temporaire de l'opération, justifiée par le sentiment que la crise du régime Marcos s'aggravait rapidement et qu'il fallait s'appréter à intervenir sur tous les plans, y compris celui de la politique nationale.

Or, au sein du PCP, des divergences semblent bien s'être manifestées sur les objectifs mêmes que visait le lancement de Bayan, ce qui s'est répercuté dans les négociations unitaires. Brusquement marginalisés, les groupes les moins attachés à une politique unitaire avec le PCP ont rompu les premiers. C'est alors que le courant dit « social-démocrate » (3) a lancé la coalition Bandila (Bannière). D'autres forces, pourtant convaincues de la nécessité d'un front uni avec le PCP, ont rompu à leur tour, ayant le sentiment d'être « instrumentalisées » et manipulées. Elles restent alors en dehors des deux coalitions Bayan et Bandila.

L'échec de Bayan en tant que coalition d'organisations politiques a ouvert un très important débat au sein de la gauche philippine sur la conception et la pratique du front uni. Ce débat couvait en fait depuis longtemps. Mais il prend, fin 1985, une ampleur nouvelle. Il oppose divers groupes de gauche, mais il se déroule aussi probablement au sein même des principales formations révolutionnaires comme le PCP et le NDF. C'est un débat ample, car il touche à un ensemble de questions fort importantes, comme en témoigne un numéro du bulletin *The Longer View* (rédigé par un groupe marxiste indépendant) qui lui est consacré : conceptions du « front uni par en bas » (considérée comme sectaire, héritée de la période ultra-gauche de l'Internationale communiste d'avant 1935) et du « front uni par en haut » (considérée comme correcte, héritée du 7e congrès de l'IC de 1935) ; nature des alliances sociales et politiques qui peuvent et doivent être nouées dans les pays du tiers-monde à la structure sociale très complexe ; l'existence d'objectifs conflictuels (se construire et construire le front uni) que chaque parti doit savoir gérer sous peine de tuer l'unité ; l'importance accordée à la démocratie politique dans le projet de société révolutionnaire et l'attitude à avoir à l'égard de courants comme les « sociaux-démocrates » ; la question musulmane au Sud des Philippines ; etc. (4).

Le militant dont l'interview est publié dans ce numéro du bulletin *The Longer View* oppose, à mon avis, de façon trop mécanique le « front uni par en bas » au « front uni par en haut ». Et il présente une vision très idéalisée de ce que fut la politique poursuivie autour de la Deuxième Guerre mondiale par l'Internationale communiste puis par le bloc soviétique (5). Mais il touche certainement à une question centrale quand il souligne le danger que représente pour le mouvement révolutionnaire le sectarisme. Le

danger sectaire est d'autant plus grand qu'un courant — celui animé par le PCP — dispose généralement d'une majorité absolue dans les organismes unitaires (majorité gagnée, il faut le noter, d'abord grâce à la qualité de son travail militant).

Après l'assassinat de Benigno Aquino, « on n'aurait pas pu trouver une situation plus idéale pour construire un front uni (...) Pendant un bref moment, il semblait que les fantômes des erreurs passées qui ont hanté le mouvement depuis des années seraient enfin portés en terre. Finalement, pourtant, le sectarisme et la méfiance l'ont emporté et des questions mineures sont devenues des pommes de discorde majeures. Les groupes dominants utilisaient leur majorité automatique pour régler les questions qui surgissaient. Quand les choses se passaient comme cela, le front uni fut condamné à subir le même sort que ses prédécesseurs » (6). C'est dans ce cadre que l'interviewé attire l'attention sur l'importance des expériences salvadorienne et nicaraguayenne. On retrouve sous le thème du front uni deux grands problèmes : celui des alliances sociales, dont le socle est une alliance ouvrière, paysanne et des pauvres urbains et qui doit incorporer des secteurs clefs des couches petites-bourgeoises urbaines, et celui des alliances politiques entre groupes dont l'orientation et le programme diffèrent.

Le PCP a parfois reconnu l'importance de ce dernier aspect. Dans la déclaration adoptée à l'occasion du 12e anniversaire de la fondation du PCP, le comité central prenait note du « développement d'autres organisations progressistes ». Tout en affirmant que « depuis le tout début, le parti a défendu et fait des efforts pour réaliser l'unité la plus étroite entre toutes les forces révolutionnaires progressistes du pays », le comité central reconnaissait que « jusqu'à récemment, nos liens avec d'autres organisations indépendantes furent limités ». Les conditions pour réaliser l'unité sont maintenant meilleures (plus d'expérience, forces plus grandes du PCP, apparition de nouveaux groupes militants) : « dans l'ensemble, il

existe maintenant une base plus large et de meilleures conditions pour élargir et renforcer les liens et les formes de coopération entre les forces révolutionnaires dans le pays. Des avancées réelles et précises ont déjà été faites en ce sens » (7).

La résolution parle dans ce cadre du MNLFBMA (Front national de libération Moro-Bangsa Moro Army), l'organisation de la résistance musulmane dans le Sud de l'archipel. Et elle s'adresse aussi à un ensemble d'« organisations progressistes indépendantes (qui) sont basées dans les villes et dont peu d'entre elles ont des forces et des activités dans les campagnes », dans la partie christianisée de l'archipel : le courant de gauche et « social-démocrate », des scissions de gauche du « vieux » PC (le PKP pro-soviétique) comme le Groupe marxiste-léniniste qui a rompu avec le PKP en 1973 en protestation contre la capitulation de la direction face au régime Marcos, des groupes dirigés par des personnalités religieuses et d'autres qui sont actifs dans les professions libérales, le mouvement des droits de l'Homme, etc. Or, c'est précisément avec l'essentiel de ces groupes que les ruptures se sont produites en 1985-86.

En fait, la ligne générale du PCP, qui avait connu un premier enrichissement lors des années charnières 1974-76 (8), s'est à nouveau enrichie durant les dernières années 1970 et au tout début des années 1980. Il semble bien que durant les années 1982-84, on ait assisté à un repli politique sectaire et dogmatique qui a porté successivement sur les thèmes suivants : le travail international dans le mouvement de solidarité, les références idéologiques, le travail syndical, le rôle du parti dans le domaine des relations affectives entre ses membres (9), et finalement la question de l'unité entre forces politiques révolutionnaires et progressistes.

De façon générale, donc, le PCP met dans le domaine du front uni essentiellement l'accent sur la centralisation et la coordination de son propre travail de masse intersectoriel d'une part, sur la constitution d'un « bouclier démocratique »

3. Sur le courant « social-démocrate », voir l'article de Paul Petitjean, « Après la chute de Marcos », publié dans *Inprecor* numéro 215 du 17 mars 1986.

4. *The Longer View*, volume 2, numéro 2, octobre 1985.

5. C'est au nom du bloc antifasciste que la direction stalinienne a tenté — et parfois réussi à — isoler et briser des luttes révolutionnaires autour de la Seconde Guerre mondiale, de l'Espagne à la Grèce, de la Yougoslavie au Vietnam et à la Chine.

6. *The Longer View*, op. cit. p. 5.

7. Déclaration du comité exécutif du comité central à l'occasion du 12e anniversaire du rétablissement du Parti communiste des Philippines (PCP), *Ang Bayan* (publié par le comité central), numéro spécial, 26 décembre 1980, pages 5-6.

8. En 1974, Amado Guerrero publie « Les caractéristiques spécifiques de notre guerre du peuple », qui analyse les conditions particulières d'une guerre du peuple dans un archipel. En 1976, le comité central adopte une résolution importante, « Nos tâches urgentes », qui tire une série de leçons des difficultés auxquelles le mouvement a été confronté, d'erreurs d'orien-

tation et de débats internes.

9. On trouve en 1983, dans *Ang Bayan*, un article intitulé « Les principes prolétariens régissent le mariage dans le parti », qui annonce que « le comité central du parti a récemment publié un ensemble de règles qui constitue une ligne directrice au sujet du mariage dans le parti, dont la version finale fut approuvée suite à un réexamen du projet du document original de 1977. Cette ligne directrice d'ensemble comprend des orientations précises et applique les principes prolétariens sur la question du mariage. Les droits et les devoirs des camarades, aussi bien que ceux de leurs collectifs, pendant la période où ils sortent ensemble, au cours de leurs fiançailles et dans le mariage, sont stipulés et expliqués dans cet ensemble de règles ainsi que dans le manuel qui l'accompagne ».

Ce document réaffirme une conception de fond qui était contestée, notamment dans la capitale : « maintenant, un seul corps d'orientations sera appliqué » dans toutes les régions. Nous reviendrons ultérieurement sur cette question, car elle touche à des questions très importantes comme la conception de la « morale prolétarienne » et le rôle du parti, qui ici « représente la société ». Voir *Ang Bayan*, volume 15, numéro 4, juin 1983, pages 9-11.

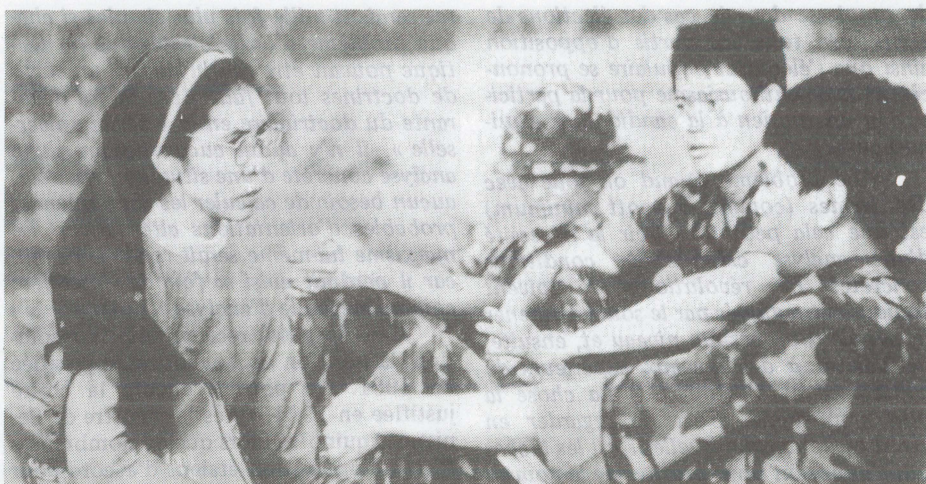
d'autre part. L'image du parti qui brandit dans une main le glaive des forces armées (la NPA) et dans l'autre le bouclier du front uni (le NDF) l'a emporté. Or, dans sa version sectaire, cette image laisse peu de place à l'unité avec d'autres forces politiques organisées. Le débat actuel sur le front uni porte donc à la fois sur des questions de pratiques (manipulatoires ou non) et des questions de conceptions à long terme (place de l'unité entre forces politiques).

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE : L'ANALYSE CONCRÈTE D'UNE SITUATION CONCRÈTE

Quand Marcos décida brusquement d'avancer d'un an la date des élections présidentielles, les forces d'opposition étaient politiquement fragmentées comme elles ne l'avaient jamais été depuis août 1983. C'est probablement ce qui a décidé le dictateur à abattre tout de suite sa carte électorale. Car, pour Marcos, comme pour Washington, les élections présidentielles devaient servir à donner une nouvelle légitimité à un régime isolé jusque dans l'opinion bourgeoise. L'annonce des élections anticipées a pris la gauche philippine à contre-pied. Déjà divisée, elle allait répondre à cette échéance imprévue en ordre dispersé. Nous n'aborderons ici que le débat qui s'est déroulé au sein de la gauche marxiste et nationaliste-progressiste. Nous reviendrons dans un article ultérieur sur la politique de la hiérarchie catholique.

La direction du PCP a rapidement décidé d'une politique de boycott fondée sur l'argumentation suivante : ces élections sont une manœuvre de la dictature US-Marcos. Elles ne seront ni libres ni démocratiques et ne pourront aboutir à un renversement de la dictature. Les candidatures d'opposition (le tandem Cory-Laurel) ne présentent pas de programme national-démocratique conséquent, elles gardent un caractère réactionnaire. Participer, c'est créer des illusions, tirer le mouvement de masse en arrière, couvrir l'opération « réhabilitation » du régime.

Certes, « Mme Corazon Aquino a mené une campagne antifasciste énergique, apportant ainsi des contributions de valeur aux luttes antifascistes générales du peuple (...) Cependant, sa campagne contre la marionnette fasciste Marcos est imparfaite sur plusieurs points (...) Elle a abandonné sa position antérieure progressiste sur un certain nombre de questions essentielles (...) Tout cela montre que, bien qu'elle soit bien intentionnée, soit elle est politiquement naïve, soit elle n'a pas surmonté ses propres origines comprador de propriétaire foncier ». En tout état de cause, Marcos — avec l'appui des États-Unis — gardera le contrôle de la situation. Le changement ne viendra pas d'élections organisées par la dictature. « Le parti a adopté la position que le boycott constitue la réponse correcte afin de déjouer les objectifs antinationaux et antipopulaires de la dictature US-Marcos dans le cadre de cette escroquerie politi-



Une religieuse discute avec des soldats au moment de la rébellion militaire en février 1986. (DR)

que sans pitié (...) Malgré son inutilité totale comme moyen de renverser la dictature US-Marcos haïe, l'élection-éclair apportera à encore plus de gens de notre peuple une leçon politique d'une très grande valeur : à savoir que la voie juste vers le changement est celle de la révolution et non pas celle d'une élection truquée » (10).

À la suite du PCP, le NDF (11) et les organisations de masse influencées par le parti ont appelé au boycott. Dans le cas de Bayan, sa position en faveur du boycott a provoqué le départ durable (ou temporaire, comme pour l'ancien sénateur Lorenzo Tanada) de représentants régionaux ou nationaux (dont Ambrosio Padilla). Plus généralement, l'analyse de la direction du PCP a été soumise à un ensemble de critiques dont le point commun est généralement l'accusation d'abstraction, de formalisme et de rigidité tactique.

En effet, un long débat avait opposé en 1975-78 la direction de la région de Manille-Rizal à la direction nationale précisément sur cette question de la participation aux élections. La direction régionale proposait d'engager une campagne commune avec le nouveau parti de Benigno Aquino (le Laban). La direction nationale défendait le principe du boycott. Après l'échec de la campagne électorale de 1978, la direction nationale avait réaffirmé avec force sa position, maintenue en 1981 et 1984. C'est donc sur les changements intervenus entre 1981 et 1984 que les tenants d'une participation de fait vont insister, soulignant l'importance d'une « analyse concrète de la situation concrète » dans la définition de toute orientation tactique. Ces critiques convergentes sont venues de militants philippins d'outre-mer, de personnalités nationalistes et progressistes qui avaient participé à la campagne de boycott des élections parlementaires de 1984, des groupes marxistes indépendants, et du PCP lui-même.

L'existence précoce d'une opposition à la politique de « boycott dure » au sein même des milieux du PCP est spectaculairement attestée par la position de José Maria Sison. Familièrement appelé Joma, Sison est la « figure historique » du PCP. Président du comité central, il

était le principal idéologue du parti. Sous le nom de plume d'Amado Guerrero, il a rédigé les principaux documents programmatiques du mouvement maoïste philippin, dont *Philippine Society and Revolution*. Arrêté en 1977 et incarcéré depuis, il a perdu toute fonction officielle dans le parti. Mais il reste une personnalité influente et déclare, dès avant les élections, qu'à son avis il fallait combiner une position de principe de « boycott minimum » avec un engagement pratique dans la participation critique à la campagne de Cory.

Depuis sa libération, il est revenu sur ce débat et sur l'échec de la politique de boycott prônée par Bayan. Il déclare à ce sujet dans une très intéressante interview accordée au journal australien *Direct Action* (12) : « J'ai pris position pour une politique de boycott minimum liée à une participation critique, deux orientations qui, je crois, étaient complémentaires l'une de l'autre. Elles mettaient Marcos dans une situation où il ne pouvait pas gagner. En réalité, je proposais un boycott minimum actif ; bien qu'il semble qu'il y ait eu une décision en faveur d'un boycott maximum (...) (La NPA) a laissé les gens aller voter tranquillement. Alors qu'Aquino pouvait toucher des millions de gens à Luneta Park, Bayan ne pouvait en toucher que quelques milliers, ce qui est vraiment très limité. En effet, la critique qui a été faite, que la gauche s'était en quelque sorte coupée des masses, avait un certain fondement. La souplesse, dont je souhaitais disposer avec le boycott minimum, comprenait l'idée de partager la même tribune avec les forces pro-Aquino.

« En ce qui concerne les organisations révolutionnaires dures comme le PCP ou le NDF, elles n'auraient jamais pu entériner quelque élection que ce fut, mise en scène par les États-Unis et Marcos. Mais elles auraient pu faire preuve de plus

10. « Boycott the Snap Election, Advance the Revolution », *Ang Bayan*, déclaration éditoriale, numéro spécial, 15 janvier 1986.

11. Voir le numéro de janvier 1986 de *Liberation*, organe du NDF, cité par Paul Petitjean dans « Après la chute de Marcos », *Imprecor* numéro 215 du 17 mars 1986.

12. « Jose Maria Sison Speaks », « The Revolution in the Philippines », *Direct Action*, numéro 561 du 2 avril 1986.

de souplesse dans le cas des élections de 1986, car tous les partis d'opposition ainsi que l'électorat populaire se prononcèrent avec enthousiasme pour la participation en soutien à la candidature Aquino-Laurel (...)

« Le problème quand on joue avec des termes (comme boycott minimum) est que cela peut obscurcir la nécessité d'une analyse critique de conditions concrètes. Les révolutionnaires doivent toujours être guidés par le souci d'amener le peuple à un certain niveau et, ensuite, de l'élever à des niveaux supérieurs de conscience et d'action (...) La chose la plus importante, c'est de regarder en avant et de décider quelles sont les tâches qui s'imposent pour profiter de la nouvelle situation. J'aime utiliser l'analogie suivante : nous avons semé une graine en 1968 pour le parti (c'est l'année de la création du PCP, ndr.). Et l'arbre grandissait d'année en année et il a porté ses fruits. Quand arriva l'année 1986, il y eut une récolte exceptionnelle. Mais c'était un triste résultat pour nous, dans la mesure où d'autres ont ramassé la plupart des fruits.

« Il n'est pas exact de dire que nous n'avons rien obtenu. Nous avons obtenu plus de droits civiques, moi, j'ai été libéré, mais nous avons peu obtenu en comparaison de ceux qui sont aujourd'hui au gouvernement de Cory Aquino. Dans les années à venir, nous devons nous assurer de recueillir une partie plus importante des fruits ».

En 1985, un certain nombre de groupes marxistes indépendants (n'appartenant ni au PCP ni au « vieux » PKP pro-soviétique) se sont regroupés. Ils ont constitué la Coalition d'organisations marxistes et démocratiques révolutionnaires. Le premier numéro du bulletin *New Direction* présente une résolution adoptée par leur Comité organisateur et intitulée : « Participation sans illusions ». La citation de Lénine placée en exergue indique bien l'angle d'attaque du document : « Le devoir d'un parti vraiment révolutionnaire n'est pas de proclamer une renonciation impossible à tout compromis, mais bien de savoir rester, à travers tous les compromis, dans la mesure où ils sont inévitables, fidèle à ses principes, à sa classe, à sa mission révolutionnaire, à sa tâche de préparation de la révolution et d'éducation de la masse du peuple en vue de la victoire révolutionnaire » (13).

La résolution note que « le marxisme, à la différence du pragmatisme, adhère fermement à des principes révolutionnaires. Mais il engage également la bataille avec le dogmatisme quand il s'agit de mettre en pratique les principes. Les principes sont importants pour définir notre ligne de conduite, pour nous aider à distinguer les amis des ennemis et quand il faut peser des gains à court terme et leur coût à long terme. Mais nous ne considérons pas les principes comme étant des recettes pour toute occasion. Leur application rigide et acritique ne peut mener qu'à des conséquences désastreuses. Les luttes révolutionnaires

seraient mille fois plus simples si chaque problème d'ordre stratégique ou tactique pouvait être résolu suivant un corps de doctrines tout fait. Avec la foi dévorante du doctrinaire en la « vérité universelle », il n'y aurait aucun besoin d'une analyse concrète d'une situation concrète, aucun besoin de calculer les conséquences probables d'orientations alternatives. Le marxisme lui-même serait rendu superflu, car il perdrait ainsi sa fonction première comme méthode d'analyse » (14).

Dans le passé récent, note la résolution, la position de boycott était justifiée en 1981. On pouvait encore la croire justifiée en 1984, après le meurtre de Benigno Aquino et alors que de nombreuses forces d'opposition étaient d'accord pour boycotter. Pourtant, déjà, la participation massive de la population à la consultation, même là où l'influence de la gauche était prépondérante, « nous a donné tort ».

La résolution ne met pas en doute la validité intrinsèque des arguments avancés par les tenants du boycott : les élections seront truquées, elles ne permettront pas de démanteler le système dictatorial et d'opérer des transformations structurelles ; le programme de Cory-Laurel et son caractère de classe « les séparent des organisations engagées dans un travail de masse » ; même l'ancien sénateur Jovito Salonga a manifesté son opportunisme en ouvrant la porte à Salvador Laurel ; le poids des Etats-Unis reste prépondérant. Mais tous ces arguments restent beaucoup trop généraux pour permettre de définir une tactique électorale.

Si les politiciens opportunistes peuvent tenir le haut du pavé, la faute en incombe partiellement à la gauche : « Le mouvement progressiste partage en partie la responsabilité pour ce malheureux état de choses. Si toutes les organisations engagées dans un travail de masse avaient été unifiées et avaient développé ensemble une perspective stratégique commune, nous aurions pu intervenir suffisamment tôt pour assurer que les thèmes anti-impérialistes occupent le devant de la scène durant la campagne (...) (Mais) si le boycott a largement échoué en 1984, il est certain qu'il conduira à un échec cinglant en 1986 (...) A tort peut-être, les gens voient dans la veuve de Ninoy le meilleur espoir pour le soulagement immédiat de leurs difficultés matérielles. Dans cette ambiance hautement tendue, un appel unilatéral au boycott de la part de la gauche revient à nous isoler des gens mêmes que nous chercherons à mobiliser pour les nombreuses batailles à venir. Il représente une marche suicidaire vers un piège tendu par Marcos et par l'impérialisme US ».

Les illusions électorales existent bel et bien parmi les masses. La seule façon de les combattre, c'est de vivre cette expérience avec les masses en s'appuyant sur l'expérience pour « chasser les illusions ». La résolution se conclut par une décision en cinq points : soutenir la candidature de Corazon Aquino, centrer la campagne sur des objectifs anti-impérialistes et anti-fascistes, se dissocier ouvertement du

« programme minimum » signé par l'UNIDO et le Laban ng Bayan ainsi que des déclarations réactionnaires et anti-communistes de Mme Aquino, prévenir la population des dangers à venir et « nous allons faire passer ce message : la force qui évincera Ferdinand Marcos va détruire Cory Aquino quand elle deviendra sourde aux supplications du peuple et comme ses prédécesseurs, vendra le pays à l'impérialisme US ».

Les tenants du boycott, dont la direction de Bayan, savait que le mouvement risquait de se retrouver temporairement isolé, vu la popularité de la candidature de Corazon. Mais ils étaient convaincus que Marcos garderait la haute main sur les événements. Dans un numéro de *Sunday*, entièrement consacré au débat sur le boycott, J. Virgilio Bautista, responsable de Bayan pour les luttes électorales, reconnaissait : « Nous savons que le boycott est très impopulaire. Mais ce qui peut être populaire n'est pas toujours juste. Nous ne sommes pas contre des élections en tant que telles. Ce que nous rejetons, ce sont des exercices électoraux qui ne servent aucun objectif, si ce n'est celui d'accorder à la dictature un cachet de légitimité. Nous devons d'abord nous rappeler que c'était Marcos qui a décidé ces élections et qui a fait en sorte qu'il a tous les atouts en main. Nous n'avons rien contre Mme Aquino. Sans aucun doute, elle représente une alternative meilleure que Marcos, mais, malheureusement, elle n'a aucune chance de battre le dictateur ».

Et Bautista concluait : « Bayan est prêt à prendre le risque d'un isolement temporaire », rappelant le sort réservé à la personnalité nationaliste de l'après-guerre, Don Claro M. Recto. L'histoire a finalement justifié Don Claro. « Nous avons le sentiment d'être dans la même situation. Les événements futurs nous donneront raison » (15). Ce à quoi Lorenzo Tanada, personnalité très respectée de la gauche nationaliste, figure nationale de Bayan, en congé d'organisation du fait de son engagement en faveur de Cory, a répondu : « Le problème en 1984 était différent de celui qui se pose dans l'élection prochaine. Même si l'opposition était capable de remporter la majorité au Batasan (le parlement philippin, aujourd'hui

13. Lénine, « Au sujet des compromis », septembre 1917, *Oeuvres complètes*, tome 25, page 333, Moscou-Paris, 1975.

14. *New Direction*, numéro 1, 17 janvier 1986.

15. *Sunday*, édition dominicale du quotidien *Malaya*, volume 2, numéro 33, 2 février 1986, pages 4-5. Membre de l'élite hispanophone, et bien qu'anticommuniste, le sénateur Claro Mayo Recto (1890-1960) a poursuivi tout au long des années 1950 une croisade solitaire contre l'ingérence américaine aux Philippines. Il s'est fait l'avocat fervent de l'indépendance nationale (politique et économique) et de la démocratie. C'est après sa mort subite à Rome en 1960 que le nom de « Recto le Nationaliste » est devenu le point de ralliement d'une jeunesse étudiante radicale, dont José Maria Sison lui-même. Une sélection de ses écrits a été republiée après sa mort : « Recto Reader », édité par Renato Constantino, publié par le Recto Memorial Foundation, Manille, 1965.



Manifestation étudiante pour le boycott des élections de février 1986 et contre les bases US. (DR)

dissout), Marcos pouvait abroger n'importe quelle loi qu'elle aurait adoptée ou même dissoudre le Batasan lui-même. Si nous remportons l'élection du 7 février, nous pouvons mettre fin à la dictature de Marcos » (16).

Quant à la communauté philippine de gauche aux Etats-Unis, elle était, elle aussi, traversée par le débat « boycott ou participation », Walden Bello, notamment, co-directeur du Philippine Support Committee, défendant la position de boycott et E. San Juan, Jr, du Philippine Research Center, défendant la position de José Maria Sison (17). L'Union des philippins démocrates (KDP), quant à elle, appelait à voter pour Cory sur une base indépendante et révolutionnaire (18).

PREMIERES CONCLUSIONS

Les élections ont eu lieu. Elles n'ont pas suffi à chasser Marcos. Mais, en cristallisant le mécontentement populaire, en soulevant l'espoir et l'indignation, en révélant au grand jour l'ampleur nationale du sentiment d'opposition à la dictature, elles ont dynamisé l'un des plus puissants mouvements de masse que les Philippines aient connu. Et ce mouvement de masse a, à son tour, exercé une pression considérable sur Cory, pour qu'elle rejette les compromis, et également sur l'Eglise. Il a, de même, pesé fortement sur les forces pro-Marcos, exacerbant les divisions internes au régime, faisant basculer les majorités au sein de la haute administration américaine. C'est la puissance de cette mobilisation de masse, à Manille surtout, mais les provinces risquaient, elles aussi, d'entrer en mouvement à tout moment, qui explique l'étrange coalition de forces qui a finalement mis fin à vingt ans de règne de Marcos.

Il est donc possible de tirer un premier bilan des débats qui ont traversé la gauche philippine à la veille des échéances électorales. Encore faut-il souligner que l'on ne peut juger de loin de l'adéquation d'une tactique : il faut, pour pouvoir le faire, connaître très précisément l'état des organisations concernées, le choix d'une tactique précise dépendant entre

autres de ce facteur. Mais on peut déjà relever quatre points importants.

Tout d'abord, la politique de boycott telle qu'elle a été définie et argumentée par la direction du PCP a effectivement conduit le mouvement à la paralysie politique. Le courant qui a probablement le plus fait, par le travail d'éducation, d'organisation, de politisation, pendant vingt ans pour préparer objectivement la « révolution de février », s'est retrouvé en position marginale quand la lutte a pris un cours spontané et imprévu. Le mouvement qui a payé le plus cher son engagement précoce contre la dictature est maintenant souvent dénigré. L'expérience est amère pour ceux qui l'ont vécue. Mais elle peut être riche d'enseignements si les causes de cette erreur d'orientation sont effectivement recherchées. C'est l'un des aspects du débat qui se poursuit aujourd'hui et sur lequel nous reviendrons dans un prochain article. Les leçons de cette expérience sont d'autant plus importantes et intéressantes qu'elle concerne la politique d'un parti, le PCP, qui est un réel parti révolutionnaire et qui a manifesté durant toute son histoire de très grandes qualités militantes et politiques.

Deuxièmement, il fallait être avec les masses dans cette campagne électorale, pour les organiser de l'intérieur, et assurer ce faisant leur indépendance par rapport aux partis conduisant officiellement la candidature de Corazon Aquino ainsi que pour assurer ultérieurement leur indépendance par rapport au nouveau gouvernement dans l'éventualité où Marcos serait effectivement chassé. Cela signifiait participer sur une base politique indépendante à la mobilisation électorale et favoriser au maximum l'émergence de structures de masse, de comités de mobilisation propres.

Troisièmement, la division des forces de la gauche anti-impérialiste avant et pendant la campagne électorale a coûté très cher. Le parti qui dirige les principales forces militantes de cette gauche anti-impérialiste s'est retrouvé politiquement paralysé. Par contre, les composantes de la gauche qui étaient à même de prendre des initiatives politiques n'avaient

que des forces organisées faibles (les marxistes indépendants). Cette division continue à affaiblir considérablement la capacité d'action autonome des forces populaires, même si elles s'avèrent capables de poursuivre l'action. Il faudra peut-être du temps pour dépasser les divisions de 1985. Mais la question de l'unité des forces de la gauche anti-impérialiste restera certainement une question clef. Là encore, les leçons tirées des échecs récents peuvent être précieuses.

Enfin, les événements de février 1986 soulèvent un certain nombre de questions d'ordre général : l'évolution de la politique impérialiste et ses contradictions propres, le rôle des forces armées gouvernementales dans les périodes de transition entre des dictatures et des semi-démocraties bourgeoises ou de nouveaux coups d'Etat, la place du combat pour la démocratie politique dans la lutte révolutionnaire, etc. Mais les événements de février 1986 sont aussi, par bien des aspects, très originaux. Ils doivent être analysés dans leur spécificité, pour discuter des orientations qui ont été mises en œuvre. Mais aussi pour comprendre les caractéristiques du nouveau régime, les conflits dont il est le théâtre, les tâches actuelles des forces révolutionnaires et progressistes du pays. Il n'y a en effet aucune réponse simple à ces questions ; ne serait-ce que parce que la situation varie grandement de la capitale, Manille-Quezon City aux provinces, ou d'une province à l'autre (19). Là encore, les débats en cours au sein de la gauche philippine illustrent l'ampleur des problèmes et des enjeux.

Paul PETITJEAN,
14 mai 1986.

16. Idem page 3.

17. Voir les numéros du 5 et 19 février 1986 du *Guardian* (Etats-Unis).

18. Voir l'éditorial de *Ang Katipunan* (organe du KDP), volume 11, numéro 12, décembre 1985, pages 2 et 6.

19. Voir Paul Petitjean, « Le gouvernement Aquino face aux problèmes sociaux et économiques », *Inprecor* numéro 217 du 14 avril 1986.

La situation de la classe ouvrière sous le règne des Ayatollahs

DANS notre dernier numéro, nous avons publié la première partie d'un article sur le mouvement ouvrier iranien sous le régime khomeinyste. Cette première partie traitait de l'écrasement du mouvement ouvrier indépendant sous

l'offensive menée par le régime en 1981-1982. Nous publions ci-dessous la suite de cet article, qui trace l'évolution des luttes ouvrières et la reconstruction progressive des capacités de résistance de la classe ouvrière, de 1981 à 1985.

Saber NIKBEEN

A partir de mai 1982, un certain nombre d'indications montrent une résistance des travailleurs à l'offensive du régime. Par exemple, on peut noter une augmentation substantielle du nombre de conflits sociaux entre mai 1982 et mai 1983 (plus de trente grèves et beaucoup plus encore de grèves du zèle ou de sit-in). Les actions ouvrières ont pris une forme plus radicale que l'année précédente, où l'action la plus pratiquée consistait à écrire une lettre aux autorités ou à signer des pétitions. Il y a même eu des attaques contre les andjoman islamiques. De plus, au cours de cette période, de nouvelles couches sociales entrent en lutte.

On peut mesurer les conséquences de ces actions ouvrières par le fait qu'en septembre 1982 un séminaire patronal consacré à l'étude des problèmes posés à l'industrie iranienne a reconnu que 50 % des ruptures de production étaient dues à des conflits sociaux, le reste étant causé par la crise économique, l'insuffisance de matières premières et la guerre. Le président de la République, Khamenei, prévint que « si la situation continuait, le gouvernement serait amené à prendre des mesures énergiques contre ces grèves du zèle » (*Etela'at*, 8 novembre 1982).

LES PREMIERES GREVES

Malgré l'augmentation de la répression au cours de cette période et l'intervention des forces armées du régime (principalement les pasdaran (1)) dans presque tous les conflits, les travailleurs ont remporté des victoires dans de nombreux cas. Au même moment, l'activité des andjoman islamiques connaît un déclin important (2). Ces groupes s'isolent et perdent beaucoup de leurs membres. Le boycott de toutes les institutions islamiques se répandit à l'intérieur des usines. La plupart des actions de cette période ont été des réactions aux tentatives de baisser les salaires, d'augmenter le temps de travail et de licencier des travailleurs. Il y a également eu beaucoup d'actions contre les andjoman islamiques ou contre leurs membres.

La première grève d'ampleur de cette période se produisit fin mai 1982 dans

l'industrie sidérurgique d'Ispahan. Des milliers de travailleurs de la construction occupèrent le bâtiment principal du complexe sidérurgique pour protester contre des projets visant à les chasser de cette industrie. La grève commença le 17 mai et dura deux jours, malgré les attaques incessantes des hezbollahi (3). Le 19 mai, le gouvernement fut contraint d'organiser une assemblée pour expliquer ses projets. Au cours de cette réunion, la réaction des travailleurs fut si violente que le directeur général dut s'enfuir. Les travailleurs votèrent une résolution qui contenait une demande de démission de la direction, du ministre du Travail et du gouverneur de la province.

A Fulad Shahr, les travailleurs de la construction obtinrent un large soutien. De nombreux sidérurgistes organisèrent des actions de solidarité. Le 21 mai, la télévision régionale dut consacrer deux heures de ses programmes à expliquer le plan gouvernemental et à essayer d'intimider les travailleurs. Un des orateurs, par exemple, n'était rien d'autre que Foroutan, le représentant des pasdaran ! Cependant, le lendemain, 8 000 travailleurs manifestèrent. Les pasdaran attaquèrent la manifestation, arrêtant de nombreux ouvriers dont trois furent exécutés. Ils dispersèrent la foule. Malgré tout, le régime fut contraint de reculer et de retirer ses projets.

Ce conflit eut une grande influence sur l'ensemble de la classe ouvrière. A cause de son ampleur, il connut une grande publicité, y compris à la radio et à la télévision nationales. Quelques mois plus tôt seulement, le régime clamait que tous les travailleurs soutenaient totalement la République islamique et que toutes les « conspirations » et « subversions » avaient été écrasées. Par la suite, il se sentit obligé de dire qu'il restait encore quelques « semeurs de trouble communistes » et qu'ils avaient beaucoup d'influence sur

les travailleurs. Après cet événement, il y a eu une recrudescence notable du nombre de conflits. Dans de nombreuses usines des actions de lutte ont eu lieu au cours de cette période.

LES TRAVAILLEURS CONTINUENT LA RÉSISTANCE

Dans l'usine textile de Chit-e-Momtaaz, les travailleurs organisèrent un sit-in de protestation contre des détournements de fonds à la coopérative. Le shora « jaune » alla chercher les pasdaran pour contraindre les travailleurs à reprendre le travail. Quatre travailleurs furent licenciés. Quelques mois plus tard, en juillet 1982, il y eut un conflit avec la direction à propos des congés annuels. Les travailleurs revendiquèrent également la réinsertion de leurs collègues licenciés. Le directeur dut se cacher pour éviter les violentes protestations. Les pasdaran furent appelés une nouvelle fois. Cette fois-là un membre du shora pro-gouvernemental fut aussi arrêté. Par la suite, le ministre du Travail déclara le shora illégal et le dispersa. Le 6 novembre, les travailleurs entrèrent à nouveau en action à propos de la coopérative. La direction fut obligée d'organiser des élections réservées aux cadres sans la participation des travailleurs. Début mars 1983, les travailleurs de l'usine de Chit-e-Momtaaz entrèrent de nouveau en lutte, cette fois-ci contre le projet de code du travail gouvernemental, dont on reparlera plus loin.

A l'usine Renault (appelée maintenant Saypa), les ouvriers se mirent en grève fin mai 1982 pour protester contre l'abandon de la fermeture du jeudi. Les tentatives du directeur de l'usine pour expliquer ces mesures furent tellement mal prises par les ouvriers qu'ils l'ont tabassé. Les pasdaran arrivèrent et arrêtaient un grand nombre d'ouvriers. Le 2 juillet, quand la direction annonça son plan de

1. Les pasdaran sont les « gardiens de la révolution ». Ils constituent une milice composée d'éléments sélectionnés pour leur fidélité au régime.

2. L'Andjoman signifie « société ». Les andjoman ou sociétés islamiques ont été créées par les intégristes islamiques pour remplacer les shoras ou conseils des travailleurs qui fonctionnaient de manière indépendante du régime

jusqu'en 1981. Là où les shoras existent toujours, ils ont été approuvés par le régime et collaborent avec lui.

3. Les hezbollahi se disent membres du « parti de Dieu » (« hezb-o-allah »). A l'origine, il s'agissait de bandes de nervis qui attaquaient des manifestations des partis considérés comme athés aux cris de : « Il n'est qu'un seul parti, le parti de Dieu ! »

réduction des congés annuels, les ouvriers organisèrent une grève du zèle. Au bout d'une semaine, la direction fut obligée de faire marche arrière. En février 1983, les ouvriers organisèrent dans cette usine un comité pour rédiger une liste des revendications ouvrières concernant les projets de loi sur le travail. En avril, ils organisèrent une grève du zèle sur la question du paiement des heures supplémentaires.

Au cours de l'été 1981, les cheminots subirent une terrible répression, mais au printemps 1982, la lutte des cheminots reprit. En mai, il y eut une grève contre le ministre des Transports. Il dut s'excuser de ses propos injurieux qui avaient déclenché le conflit. Plus tard, au cours du printemps 1982, un nouveau plan fut établi pour les chemins de fer, pour augmenter le temps de travail. Les travailleurs refusèrent et quittèrent le travail aux heures habituelles. Le lendemain, on fit venir les pasdaran. Il y eut même quelques coups de feu. Mais la direction dut reculer.

En juin, les travailleurs refusèrent de faire des heures supplémentaires, car la direction ne voulait pas payer en heures supplémentaires le travail effectué durant les fêtes de la nouvelle année (le nouvel-an iranien a lieu le 21 mars). En juillet, les travailleurs ramenèrent cinq de leurs collègues qui avaient été auparavant licenciés par la direction. Les pasdaran arrivèrent et arrêtaient les cinq travailleurs. En août, le représentant du ministère du Travail vint pour mettre en place un andjoman islamique. Mais personne, excepté quelques hommes de main réactionnaires pro-régime, ne fut candidat. A partir de septembre, l'andjoman islamique fut plus ou moins intégré à la direction. Les travailleurs furent obligés d'assister une fois par semaine à des cours idéologiques, mais ils les transformèrent en discussion à propos de leurs nombreuses doléances. En octobre, l'andjoman suspendit les cours.

A l'usine Pars Métal, où les ouvriers avaient perdu quatre de leurs dirigeants en juillet 1981, il y eut au moins quatre grèves du zèle au cours de cette période. En août 1982, une importante confrontation eut lieu entre les travailleurs, l'andjoman islamique et quelques contre-maîtres qui en faisaient partie. Le 25 octobre se tint une assemblée pour entendre la direction présenter son plan d'augmentation de la production. Dès que les dirigeants de l'andjoman prirent la parole, presque tous les travailleurs s'en allèrent. Le 14 février 1983, les travailleurs se mirent en grève à propos du paiement relatif aux accords sur la productivité. Ils durent arrêter la grève, mais ils poursuivirent leur action par une grève du zèle. Début mars, la direction recula.

A l'usine General Motors, où l'andjoman a été responsable de nombreux licenciements et arrestations, un groupe d'ouvriers s'appelant « Comité pour venger les militants ouvriers », exécuta le dirigeant de l'andjoman, le 23 juin 1982. Quelques semaines plus tard, les maisons de trois autres membres de l'andjoman furent incendiées. En février 1983, l'usine

se mit en grève. En août et septembre 1982 et en janvier 1983, il y eut trois grèves à l'usine alimentaire de Monso. Dans l'usine textile de Gherghereh Ziba il y eut une grève du zèle en mai, une courte grève en juin, un appel au boycott de l'andjoman islamique en août, un boycott des cantines en septembre. Au cours de ces mêmes trois mois, il y a eu un boycott total des heures supplémentaires qui devaient être effectuées comme participation à l'« effort de guerre ». Toutes ces actions se sont terminées par des victoires partielles pour les travailleurs.

A l'usine Pars Elektrik, où 300 ouvriers avaient été licenciés en juin 1981, les travailleurs tabassèrent les membres de l'andjoman en octobre 1982. Les pasdaran arrêtaient plus d'une centaine d'ouvriers. Aux usines chimiques de Tolidaru, le 24 janvier 1983, les ouvriers se mirent en grève à propos du paiement de l'augmentation de la productivité. Plus de 400 ouvriers demandèrent le renvoi d'un des directeurs membre de l'andjoman islamique. Parmi les grandes grèves de cette époque, il faut aussi compter celle des chauffeurs de taxi de Téhéran en août, celle des travailleurs de la Compagnie d'autobus de Téhéran en septembre, celle des techniciens de la Compagnie aérienne nationale en janvier 1983, celle de l'usine de verre de Shisheh Ghazvin en mars 1983, celle de l'usine de pneumatiques Bridgeston à Chiraz, en février 1983.

LE NOUVEAU CODE DU TRAVAIL DÉCLENCHÉ UNE BATAILLE IMPORTANTE

La lutte la plus importante qui a eu lieu à cette époque fut cependant celle menée à propos des projets de loi sur le travail. Le ministre « maktabi » (intégriste islamique) du Travail, Tavakoli, qui est en fait l'un des partisans de la fraction « hojatieh » (ultra-conservateurs qui utilisent des arguments religieux pour défendre les intérêts de la propriété privée), avait fait savoir à l'occasion des cérémonies du troisième anniversaire de la révolution, qu'une commission avait été instituée sous son autorité pour préparer une loi islamique du Travail qui remplacerait la loi « taghouti » (païenne) de 1970-1971 haïe par les travailleurs. En effet, il y avait eu de nombreuses protestations à propos du maintien de la clause 33 de cette loi du shah, qui permettait des licenciements arbitraires.

Le jour de la fête du 1er mai 1982, Tavakoli déclara que le projet était prêt, mais qu'il était toujours à l'étude chez les « faghihs » (experts de la loi islamique). Accompagné par une délégation du ministère du Travail, il rendit visite à l'imam Khomeiny, qui approuva les grandes lignes du projet de loi. Il envoya tout le monde chez l'ayatollah Montazeri, héritier de Khomeiny, qui approuva également les grandes lignes du projet. De là, le projet fut transmis à l'école théologique de Qom, qui l'approuva également. Ce projet fut ensuite discuté et approuvé par le gouvernement, puis présenté au « Majless », le Parlement iranien.

Ainsi donc, à la fin de 1982, on annonça que le projet était prêt. Pourtant, le gouvernement refusa de publier le texte. Selon le ministre de l'Industrie lourde, Nabavi, « cette loi n'en est qu'au stade du projet. (...) Cela ne sert à rien de la rendre publique. (...) Nous ne devons pas permettre à la contre-révolution, particulièrement celle de gauche, d'utiliser ce projet et les discussions à son sujet à ses propres fins » (Keyhan, 24 novembre 1982).

Lorsque plus tard, le projet fut publié, les raisons de tant de réticences devinrent claires. Il était difficile d'imaginer un texte plus réactionnaire. Le seul objet de cette loi était d'encourager et de légaliser la surexploitation et d'inciter les riches à investir, plutôt qu'à stocker pour le marché noir ou spéculer. En effet, le capitalisme islamique en Iran signifie simplement d'augmenter autant qu'il est possible la journée de travail, la baisse des salaires à leur niveau minimum, la dépense minimum en nouvelles machines, etc.

De toute façon, l'investissement en nouvelles machines et la rationalisation de la production étaient rendus impossibles à cause de l'insuffisance de devises et du manque d'intérêt des capitalistes pour les investissements à long terme. Pour permettre, dans ces conditions, une augmentation de la production de plus-value absolue, les nouvelles propositions consistaient à autoriser le capitaliste (appelé « propriétaire du travail ») à « louer » les travailleurs (appelés les « accepteurs de travail ») sur la base d'un « contrat de travail » entre le travailleur individuel et le capitaliste individuel (toute forme de négociation collective étant considérée comme anti-islamique).

Les horaires de travail, les salaires, les primes, l'âge et le montant de la retraite, etc., devaient aussi être fixés par contrat, et aucune garantie légale (y compris celles prévues dans la loi du shah) n'était considérée comme islamique. Le Premier ministre Moussavi déclara : « Il est tout à fait naturel que le soutien aux paysans ou aux travailleurs ou à toute couche sociale de "mostazaf" (dshérités) se fasse selon les principes de l'Islam. Nous ne pouvons demander à un "karfarma" (littéralement, la personne qui commande un travail, c'est-à-dire un capitaliste) de garantir à ses travailleurs tel ou tel nombre de jours de congés ou de payer tel ou tel minimum salarial. » (Keyhan, 9 novembre 1982).

En réponse à ceux qui accusaient la nouvelle loi de favoriser les riches, le ministre du Travail déclara fièrement : « Pour l'Islam, il n'y a pas de contradiction entre la richesse et la pauvreté, mais il y a une contradiction entre l'islam et le paganisme. » (Keyhan, 9 novembre 1982). En réponse à l'accusation selon laquelle la nouvelle loi était basée sur des principes qui dataient, le ministre lui-même déclara : « Les relations du travail n'ont pas changé dans le fond depuis l'époque où l'imam Ali (qui vécut au 7e siècle après J-C) se louait à un Juif, et (la situation des) travailleurs iraniens d'aujourd'hui. Elles se sont simplement élargies. » (Keyhan, 22 décembre 1982).

Les protestations contre la nouvelle loi furent cependant tellement nombreuses que tous ces messieurs et leurs serviteurs durent ravalier leurs paroles quelques mois plus tard. Même de nombreux andjoman islamiques durent dénoncer cette loi du travail islamique. Beaucoup de pétitions furent signées et envoyées aux autorités. Par exemple, les sidérurgistes d'Ispahan recueillirent 20 000 signatures. Dans de nombreuses usines, des commissions furent mises en place pour étudier le projet de loi et préparer une liste de réclamations (nous en connaissons au moins soixante-quinze).

Dans de nombreux cas, des personnages importants du régime durent se rendre dans les entreprises pour tenter d'expliquer les « avantages » de la nouvelle loi. Les protestations s'amplifièrent pourtant. La tension devint si importante que des andjoman islamiques durent organiser une rencontre nationale pour discuter de la loi et proposer des amendements. Celle-ci eut lieu les 2 et 3 mars 1983. Les ayatollahs faisant autorité, comme Montazeri, qui s'étaient tous portés garants de l'esprit islamique de la loi, durent déclarer qu'ils n'avaient plus rien à voir avec elle. Certains allèrent même jusqu'à dire qu'après tout elle n'était pas si islamique que ça.

Le gouvernement, quant à lui, annonça qu'il était prêt à examiner toute proposition d'amendement à la loi. Avant les fêtes de la nouvelle année, le 19 mars, ils annoncèrent que le projet de loi allait être retiré. Par la suite, le ministre du Tra-

vail perdit son poste. Encore une fois, le gouvernement des mollahs bourgeois avait sous-estimé la classe ouvrière. Un an et demi de répression sanglante n'avait pas suffi à intimider la classe ouvrière au point que l'on puisse la forcer à accepter une loi aussi draconienne sur le travail.

La défaite du gouvernement à propos de cette loi a eu d'importantes conséquences. Non seulement le régime perdit tout ce qui lui restait comme soutien populaire parmi la classe ouvrière, mais de leur côté, les travailleurs devinrent plus confiants dans leur capacité à résister au régime capitaliste malgré la répression. C'est pourquoi la période qui suivit connut une importante montée des luttes ouvrières.

RENAISSANCE DES LUTTES OUVRIÈRES

Les retombées de la défaite du gouvernement sur la question du code du travail sont clairement apparues dans les semaines qui ont précédé le 1er mai 1983. En dépit de tous ses sermons sur « le Tout-Puissant qui est un travailleur », le régime islamique avait refusé de faire du 1er mai un jour férié. Mais cette année-là, dans de nombreuses usines, les travailleurs avaient fait l'expérience des commissions qui avaient été organisées pour discuter du projet de législation sur le travail. Alors, ils se mirent ouvertement à constituer des comités pour le 1er mai.

En réaction à sa défaite et à cette nouvelle contestation sur le 1er mai, le

gouvernement accentua sa répression. Vers la fin du mois, une nouvelle vague de terreur s'abattit sur les militants ouvriers. C'est au cours de cette période que fut réduite au silence la revue *Nazm-e-Kargar* (l'Ordre des travailleurs), dernier journal ouvrier clandestin publié à l'intérieur de l'Iran. Il s'agissait d'un journal basé sur les comités d'usine, commencé en commun par des militants du Parti socialiste des travailleurs (HKS), membres iraniens de la IVe Internationale, et par un groupe de camarades des Fedayin (minoritaires).

Bien que très dure, la répression ne put avoir les mêmes effets qu'auparavant. A ce moment-là, non seulement les travailleurs n'avaient plus aucune illusion sur la nature bourgeoise et réactionnaire du régime islamique et de ses institutions soit-disant révolutionnaires, telles que les pasdaran et les andjoman islamiques, mais, après deux années d'une répression intense et impitoyable, ils étaient plus que jamais convaincus de l'importance de disposer de leurs propres organisations indépendantes. Les militants ouvriers sortaient de cette période en ayant construit dans beaucoup d'usines des organisations clandestines et en ayant perfectionné des méthodes de lutte adaptées aux conditions de répression.

Pour éviter les représailles contre leurs délégués par exemple, les travailleurs eurent tendance à éviter de faire porter leurs revendications par quelques individus seulement. Dès qu'un conflit touchant la majorité des travailleurs éclatait, la méthode généralement suivie consistait

Les ouvriers de l'usine Peugeot au moment d'une visite du shah en 1978. (DR)



à organiser des assemblées qu'il était difficile de réprimer. Les travailleurs étaient également plus sensibles aux répressions menées contre leurs camarades. Ils organisaient des collectes pour les familles des victimes et, à chaque fois que l'occasion se présentait, ils réclamaient la réintégration des travailleurs réprimés.

Pour un certain nombre de grèves qui se sont déroulées au cours de cette période, il est évident qu'il y avait, derrière l'action, un comité clandestin de militants ouvriers pour diriger et organiser les travailleurs. Dans quelques cas même, de tels comités firent des communiqués ou des déclarations publiques. Ils remplacèrent plus ou moins les shoras indépendants de la période précédente. Tout comme eux, ils ne se limitèrent pas à des revendications ou à des formes d'action particulières. Ils pouvaient, en cas de besoin, jouer autant le rôle de noyau syndical que de comité de grève.

Au cours de cette période il y a donc eu beaucoup plus de grèves (plus d'une centaine) qu'au cours de la période précédente. Les conflits avec les andjoman islamiques constitués pour remplacer les shoras augmentèrent. Un des traits de la période fut l'apparition de protestations contre la guerre et ses effets sur les travailleurs. De plus, un état d'esprit de rébellion commença à se développer, qui pouvait tracer la voie d'une future grève générale. On vit également des grèves ou d'autres formes de lutte se développer dans des usines qui, jusque-là, avaient été à l'arrière-garde des luttes.

Par exemple, peu de temps après la répression de mai 1983, l'usine de Kontor Sasy-e-Ghazvin, qui fabrique des compteurs de gaz et d'électricité, se mit en grève le 27 juin. Depuis sa création douze années auparavant, cette usine n'avait jamais fait grève, même pas au moment de la grève générale qui précéda la révolution de février 1979. La grève fut suivie dans cette usine par 70 % des 1 700 travailleurs. Malgré toutes les manœuvres de l'andjoman pour effrayer les travailleurs et les pousser à la reprise, la grève s'est poursuivie jusqu'à ce que la direction satisfasse les revendications.

Au complexe chimique Razy, à Mahshahr, le gouvernement avait constitué, avec l'aide de l'andjoman, un tribunal spécial pour juger des militants ouvriers. Début juin, ce tribunal ordonna 130 licenciements. Une liste de 350 autres ouvriers avait été établie. De nombreuses protestations obligèrent cependant la direction à faire marche arrière. Plus tard, le tribunal fut dissous. Dans l'usine Klaj, à Ghazvin, la répression se traduisit par de nombreux licenciements. Les ouvriers se mirent en grève en juillet, 240 ouvriers furent arrêtés, mais les actions continuèrent jusqu'à leur libération, qui fut obtenue, sauf pour cinq d'entre eux. A l'usine chimique Chimiko Farma, les travailleurs élurent des délégués, comme l'avait demandé la direction, afin de pouvoir discuter des contrats d'augmentation de la productivité. Le conflit sur cette question devint brûlant. Le ministre du Travail invita les délégués à son ministère

et là, il les fit arrêter et les envoya à la prison d'Evin. Les travailleurs se mirent en grève jusqu'à ce que tous leurs délégués fussent libérés et le directeur démissionna en août 1983.

LA MONTÉE DE LA MOBILISATION ANTIGUERRE

Dans les mois qui suivirent le mois de mai 1983 il y eut, en plus de celles déjà citées, des grèves à Pars Metal, Neeting à Ghazvin, Parlon, ainsi qu'à la Compagnie des autobus de Téhéran, Bridgestone, General Steel, Khaneh Sasy à Ahwaz, et d'autres formes de lutte dans un certain nombre d'entreprises. Mais le nombre de grèves se multiplia vraiment fin novembre. Cela fut précédé, au moment de l'anniversaire du début de la guerre Iran-Irak (22 septembre) par les premiers signes de protestations antiguerre généralisées.

A l'usine Pars Metal, les ouvriers avaient déjà refusé de raccourcir leurs congés d'été pour aider l'effort de guerre. Les 13 et 14 août, au Complexe pétrochimique industriel de développement, l'association islamique essaya de récolter des fonds pour le front, comme l'avait demandé Khomeiny. Presque personne ne paya et, plus grave, il n'y eut aucun volontaire pour le front, mis à part quelques andjomani zélés. Début septembre, les travailleurs de Parlon se mirent en grève parce que la direction avait déduit de leur paye une journée pour la verser au front. Toujours à Pars Metal, la direction tenta d'imposer une demi-heure de travail supplémentaire obligatoire durant la « Haft-hye Jang » (semaine de la guerre). Les travailleurs refusèrent d'obtempérer. A l'usine Iran National, les ouvriers insultèrent même ceux qui faisaient des heures supplémentaires.

En novembre et décembre 1983, il y eut de nombreux conflits importants à propos de la grille des classifications et des salaires. A l'usine Fiat (environ 1 500 travailleurs), le shora islamique et l'andjoman désignèrent deux travailleurs comme « délégués » pour participer à la commission tripartite travailleurs-direction-ministère du Travail, qui devait traiter des classifications. Les travailleurs protestèrent contre cette nomination et recueillirent de nombreuses signatures demandant la tenue d'une assemblée générale afin d'élire leurs véritables délégués.

Une assemblée fut promise. Vingt-deux travailleurs furent proposés comme candidats. L'andjoman islamique n'en accepta que douze, dont dix étaient membres de l'andjoman islamique. Le 23 novembre, l'assemblée eut lieu. Les travailleurs protestèrent contre la radiation de leurs véritables délégués. Ces délégués se firent traiter de contre-révolutionnaires par les représentants de l'andjoman islamique. La majorité des travailleurs partirent et tinrent leur propre assemblée, qui vota une résolution condamnant le shora islamique et l'andjoman pour leurs élections non démocratiques. Cette résolution avait le soutien de 750 travailleurs contre 200 pour l'andjoman. Le ministère du Travail dut annuler les élections et en pré-

voir de nouvelles à une date indéterminée. Une semaine plus tard, les pasdaran arrivèrent à l'usine, arrêtaient les dirigeants ouvriers et menacèrent de procéder à d'autres arrestations au cas où les protestations continueraient.

En décembre 1983, la grève de l'industrie du tabac obtint une large publicité. Cette industrie était connue pour être l'un des bastions du régime. Suite à des protestations contre des baisses de salaire (après une classification nouvelle), le directeur Montazami lança un ultimatum : « La journée de 12 heures, sinon pas d'augmentation. » Les travailleurs se mirent en grève. Un mollah fut amené à l'entreprise par l'andjoman pour essayer de persuader les travailleurs de reprendre le travail. Les travailleurs l'attaquèrent et le forcèrent à s'enfuir. Les pasdaran arrivèrent et arrêtaient plus de cent travailleurs, mettant ainsi fin à la grève. Soixante-huit travailleurs furent envoyés à la prison de Gohar Dasht, à Karaj, où trois d'entre eux auraient été exécutés. Les autres furent relâchés après avoir été fouettés.

A cette époque, il y eut aussi un certain nombre de grèves à Indamin (arbres et suspensions de véhicules), à l'usine d'eau minérale de Téhéran, à Profil-e-Sabok (matériel de construction), à Azmayesh (équipements de maison), à Philips, à Madar (textiles), à General Plastics, à Luleh Sazy-e-Ahwaz (tuyaux métalliques), etc. A Azmayesh, les travailleurs tinrent une assemblée et votèrent une résolution demandant l'expulsion des représentants de l'andjoman.

A Indamin, les ouvriers boycottèrent les élections organisées par la direction et l'andjoman. Quelques jours plus tard, les organisateurs du boycott furent arrêtés, mais les protestations croissantes obligèrent la direction à reculer. A Madar, la première grève, qui eut lieu le 10 janvier 1984, se termina par la défaite et la répression. Malgré tout, deux jours plus tard, une nouvelle grève fut organisée, qui obligea les patrons à faire marche arrière.

Au cours des mois de février et mars 1984, il y eut, en plus des protestations continues concernant la grille des salaires et des classifications, de nombreuses grèves et des ralentissements de cadences à propos de questions touchant la productivité et les primes de fin d'année. De telles actions eurent lieu par exemple à Mazda (automobiles), Shinva (pétrochimie), Naset (lames de rasoir), Sepehr Electric, Alamtik, Sina Darou (produits chimiques), Iran Yasa, Chimiko Farma, Igar (textiles), Chit-e-Rey (textiles), Santap, Karoon (industrie agricole), Luleh va Machin Sazy Iran, et Abyek (ciment).

A Chit-e-Rey, l'annonce de la baisse des primes de fin d'année (l'année allant de mars 1983 à mars 1984) produisit une vague de protestations accompagnée de menaces de grève. L'andjoman islamique fit une déclaration le 10 mars : « Dieu a donné un cerveau et une intelligence aux travailleurs pour qu'ils puissent se poser et comprendre les problèmes, de manière à ce que lorsque le gouvernement décide une petite réduction de leur salaire, ils ne



Avant l'arrivée de Khomeiny, le Che sur les murs de Téhéran, janvier 1979. (DR)

se mettent pas à l'écoute de n'importe quel traître qui se mettra à protester. » Cette déclaration révolta par elle-même les travailleurs. Il y eut une grève le lendemain et la direction céda. La déclaration de l'andjoman fut retirée.

Le 11 mars, une intéressante situation se produisit à Luleh Sazy. Il y eut un conflit d'intérêt entre un des directeurs et l'andjoman islamique à propos de détournement d'acier provenant de l'usine. Les travailleurs profitèrent de la situation pour se mettre en grève et poser leurs revendications. La grève fut brisée et de nombreux travailleurs, y compris des membres de l'andjoman, furent arrêtés.

Le 1er mai 1984, il y eut un ralentissement général des cadences. Comme précédemment, des comités furent créés pour organiser la célébration de la fête du travail. Quelques jours avant le 1er mai, dans beaucoup d'usines des déclarations furent faites s'élevant contre le régime qui ne voulait pas faire de ce jour un jour férié. Le 1er mai, dans nombre d'entre elles, les pasdaran se placèrent aux portes des entreprises, afin d'éviter des incidents.

Une grève importante eut lieu le 15 juillet 1984 à l'usine de boissons non alcoolisées de Sasan. La direction annonça qu'à cause de la faiblesse de la production et de la guerre, aucune prime de productivité des quatre derniers mois ne serait payée. Les militants appelèrent à la riposte. L'andjoman intervint pour empêcher la grève, mais celle-ci démarra néanmoins. Le 18 juillet, les pasdaran arrivèrent et arrêtèrent quatre travailleurs. En riposte, ces derniers prirent en otage un représentant de la justice. Les pasdaran attaquèrent et ouvrirent le feu sur les travailleurs. Il y eut deux morts et de nombreux blessés. Cependant, les travailleurs contre-attaquèrent et expulsèrent les pasdaran de l'usine. La grève se poursuivit.

Le 24 juillet, l'ayatollah Saneii (qui était à ce moment-là le premier procureur de la République islamique) vint à l'usine et sermonna les ouvriers grévistes.

Ceux-ci l'attaquèrent et prirent ses quatre gardes du corps en otage. Cinq cents pasdaran prirent d'assaut l'usine, tuant de nombreux travailleurs et en arrêtant plus de trois cents. Le lendemain, la direction annonça le début des vacances d'été et, aidée par les pasdaran, ferma l'usine.

À la fin des congés, le bureau du procureur de la République islamique installa une section à l'intérieur de l'usine pour découvrir les travailleurs responsables des incidents. On frappa et tortura des travailleurs et beaucoup sont encore en prison. Un mois plus tard, dans la même usine, un des contremaîtres, membre de l'andjoman islamique, fut surpris en train d'abuser des ouvrières. Il fut exclu de l'andjoman mais les femmes perdirent leur travail. De plus, cette affaire fut utilisée comme prétexte par la direction pour licencier d'autres femmes.

LA HAINE ENVERS LES ANDJOMANI

Les nouvelles de la grève qui se déroulait à Sasan et de la répression qu'elle entraînait se répandirent dans de nombreuses usines, et dans quelques entreprises, notamment General Steel et Shisheh va Gaz, il y eut quelques actions de solidarité. Il y eut bien d'autres actions contre le projet de réduire les congés d'été, contre les réductions de primes liées à la productivité et contre les pressions exercées pour imposer des heures supplémentaires ou les baisses de salaires liées à l'effort de guerre.

Le manque de soutien à la guerre s'est même accentué cette année-là. À Iran Termus, malgré la présence des pasdaran, les travailleurs ne donnèrent pas grand-chose, si on décompte ce qu'a donné la direction. À Ghoven-e-Pars (batteries), à partir de juin, les travailleurs refusèrent de verser un jour de paye par mois. À l'usine de Sepanta, qui avait fourni en 1981 trois cent soixante volontaires pour le « bassidj » (corps de jeunes volontaires

pour le front), seulement quatre s'inscrivirent cette année-là. Au cours d'un meeting qui eut lieu le 14 juin pour encourager les travailleurs à soutenir la guerre, les organisateurs durent mettre fin à la réunion, car les travailleurs l'utilisèrent pour dénoncer la politique anti-ouvrière du régime.

À Farsh-e-Pars, lorsqu'un mollah arriva le 14 juillet pour enrôler des volontaires pour le front, seulement quelques travailleurs assistèrent au meeting et encore moins se portèrent volontaires. À Saypa, la direction décréta qu'à partir du 22 septembre (la semaine de la guerre), les travailleurs devraient réaliser des heures supplémentaires obligatoires. Pour protester, les travailleurs organisèrent une baisse des cadences. À Jam (usine de chaussures), Vagon Sazy Pars, et Mina (verrière), il y eut beaucoup de mots d'ordre lancés contre la guerre.

Au cours de cette période, des affrontements plus nombreux et plus ouverts se produisirent avec les andjoman. À Sentab, Sorivan (produits chimiques), Khaneh Sazy-e-Ahwaz et Kaneh Sazy-e-Kermanshah, Raf Alborz (électricité), Tolidaru (produits chimiques), Benz-e-Khavar, Barf Kar, Gherghereh Ziba (textiles), Meli (chaussures), Roghan Pars (huile alimentaire), Machin-Sazy-e-Arak, Momtaz (textiles), ainsi que dans bien d'autres usines, des protestations s'élevèrent contre les andjoman. À Sentab et Soviran, des travailleurs frappèrent des andjomani. À Alborz et Talidaru, les travailleurs rejetèrent les andjomani des discussions sur les grilles de classification. À Benz-e-Khavar et Khaneh Sazy-e-Kermanshah, les travailleurs furent pris d'une telle haine contre les andjomani, qu'à l'occasion du conflit entre la direction et les andjoman, ils prirent parti pour la direction.

À Khaneh Sazy-e-Kermanshah, le directeur licencia un dirigeant de l'andjoman qui s'était opposé à la direction. Il reçut alors l'ordre d'un service gouvernemental de réintégrer l'andjomani. Le directeur refusa en disant : « C'est lui ou moi. » Les travailleurs arrêtèrent l'andjomani à l'intérieur de l'usine. Les pasdaran arrivèrent et le libérèrent, mais son licenciement fut confirmé quelque temps plus tard. À Gherghereh Ziba, la direction s'aperçut que le responsable de l'andjoman utilisait pour son usage personnel des voitures de l'entreprise. Les travailleurs en profitèrent pour lancer le slogan « A mort l'andjoman islamique ». À Roghan Pars, pour contrarier les andjomani, les travailleurs votèrent pour un candidat juif contre l'andjoman ! À Momtaz, les travailleurs arrêtèrent un andjomani qu'ils surprisrent à voler dans l'usine et le livrèrent à la direction.

Au cours d'une grève à l'usine textile de Fumenat, près de Rasht, les travailleurs s'aperçurent que la direction était complice de l'andjoman pour dérober une grande quantité de tissu de l'usine. Un délégué qui découvrit cela fut ensuite licencié. Le 10 juillet 1985, les travailleurs se mirent en grève. Il y eut des affrontements avec les andjomani et la direction. Les pasdaran arrivèrent, com-

mencèrent à faire feu et arrêtrèrent 80 travailleurs. Mais la grève continua durant deux semaines, jusqu'à ce qu'il fut convenu que les andjomani seraient licenciés et les travailleurs licenciés réintégrés. Quelques jours après cet accord, des pasdaran envahirent les maisons de nombreux militants ouvriers, arrêtant onze d'entre eux. Le lendemain, ils entourèrent l'usine et ramenèrent à l'intérieur les membres de l'andjoman.

A Chimiko Farma, l'andjoman se divisa. Le chef de l'andjoman réussit une manœuvre pour faire licencier un membre de la fraction adverse. Le lendemain, quand celui-ci se présenta au travail, on l'empêcha d'entrer dans l'usine. Des affrontements se produisirent entre les membres de l'andjoman. Les travailleurs en profitèrent pour réclamer l'expulsion du chef de l'andjoman. La direction le força à prendre une retraite anticipée.

Cependant, la victoire la plus importante remportée au cours de cette période fut celle obtenue par la grève de plus de 2 000 travailleurs de la construction dans les industries sidérurgiques d'Ispahan. La direction avait déjà élaboré un plan en mai 1982 pour chasser ces travailleurs de l'industrie sidérurgique. Maintenant, elle le remettait sur le tapis. Le 11 novembre 1984, les travailleurs se mirent en grève et tirèrent une assemblée pour formuler leurs revendications. Ils lancèrent à la direction un ultimatum, fixant la date limite à quinze jours plus tard.

La grève reprit le 28 novembre. Elle eut un grand retentissement à Ispahan, qui avait été une place forte des hezbollahi. Les familles des martyrs morts à la guerre, les « bassidji » et le milieu hezbollah se mobilisèrent contre la grève.

Le 6 décembre à la télévision, le gouverneur d'Ispahan menaça les travailleurs d'une mobilisation générale des hezbollahi au cas où ils ne mettraient pas fin à la grève. Il déclara également que le soit-disant licenciement des travailleurs de la construction n'était qu'une « simple rumeur propagée par les contre-révolutionnaires ». Il prétendit qu'il ne s'agissait que de muter certains travailleurs vers d'autres usines.

Le lendemain à la prière du vendredi, Taheri, le grand mollah d'Ispahan, lança un appel en faveur de la reprise du travail. Pourtant, la grève continua. La sympathie grandissante que rencontrait la grève auprès du reste de la classe ouvrière d'Ispahan et la détermination des grévistes obligea la direction à reculer. Le plan d'exclusion des travailleurs du bâtiment fut suspendu et il fut annoncé que tout départ de l'industrie sidérurgique nationale se ferait sur la base du volontariat. La grève se conclut par une victoire, le 10 décembre.

UNE SITUATION TENDUE

La grève d'Ispahan eut des conséquences visibles sur la combativité de la classe ouvrière. Rien que durant les quatre mois et demi qui suivirent, jusqu'à mai 1985, il y eut plus de vingt autres grèves. Elles se produisirent par exemple à Bella

(chaussures), Machin Sazy-e-Arak, Samara (entrepreneur faisant partie du projet sidérurgique de Mobarakeh), Kafsh-e-Melli (chaussures) et Profil-e-Pars (matériaux de construction). Compte tenu de l'aggravation de la situation économique et politique du régime islamique, toute augmentation des conflits industriels aura une grande influence sur la déstabilisation du régime, cela d'autant plus que le gouvernement est obligé, s'il veut imposer l'ordre bourgeois, d'attaquer encore plus la classe ouvrière. Sans aucun doute, la période qui vient sera d'une importance décisive pour l'avenir du régime.

De nombreux indicateurs montrent déjà que l'état d'esprit des masses a changé depuis l'été 1981. En fait, le mécontentement général semble atteindre un degré explosif. Des incidents des plus mineurs peuvent déclencher parfois d'importantes confrontations avec les forces répressives du régime. Un exemple significatif en est donné par ce qui s'est passé au stade de football d'Amjadieh, début octobre 1984. Seulement parce que les organisateurs vendirent plus de billets qu'ils n'avaient de places et qu'ils ne purent donc faire entrer tous ceux qui se présentèrent, une foule en colère de 60 000 personnes se déchaîna en quelques heures, frappant les hezbollahi, mettant presque entièrement le feu au stade et manifestant dans les rues jusqu'à tard dans la nuit.

De nombreux heurts se sont produits dans les banlieues pauvres entre les forces du régime et les pauvres des villes sur des questions comme celles de l'eau, de l'électricité ou du logement, le dernier en date s'étant produit à Ghaleh-e-Hasan Khan (Téhéran) en juin 1985. Dans ce cas précis, il s'agissait d'un conflit à propos de l'eau. Pendant presque dix jours, il y eut constamment des affrontements entre

les gens de cette zone et les pasdaran et gendarmes. Le conflit prit fin avec l'arrestation de 200 personnes et la démolition de 80 maisons. Nous allons voir se développer de nombreuses situations de ce genre. Le régime essaye maintenant de chasser les pauvres des bidonvilles qu'ils ont construits ces quelques dernières années. Des tentatives de ce genre ont déjà donné lieu à de nombreux conflits violents, par exemple à Zoor Abad aux abords de Karaj, Shak-e-Ahmadyieh, Khak-e-Sephid, Nazi Abad, et Afsarieh aux abords de Téhéran.

Ces problèmes sont aggravés par l'impopularité grandissante d'une guerre que le régime ne peut se permettre d'arrêter. En mars et avril 1985, il y a eu de nombreuses manifestations antiguerre à Téhéran, Ahwaz, Tabriz et dans d'autres villes. Le 10 avril, dans le sud de Téhéran (à Kuy-e-Sizdah-e-Aban), un jeune a été tué par une brute « bassidji ». Les gens se sont révoltés, brûlant des pneus et bloquant les routes. Les slogans « *A bas Khomeiny ! A bas la guerre !* » furent entendus jusqu'à tard dans la nuit. Des centaines de personnes furent arrêtées par les pasdaran.

Cette situation se conjugue avec une montée des luttes ouvrières. Si cette tendance se confirme, l'explosion du mouvement de masse contre Khomeiny deviendrait de plus en plus probable. On peut dire que la vague de terreur de l'été 1981 a porté un coup sévère au mouvement révolutionnaire des masses. Mais, au cours des quatre dernières années, on a pu voir que cette défaite n'a pas été suffisamment profonde pour empêcher une nouvelle montée des luttes révolutionnaires des masses. ■

Saber NIKBEEN,
15 novembre 1985.

Un petit centre industriel dans l'Iran de Khomeiny : les rideaux sont baissés. (DR)



Premier bilan du gouvernement de Rajiv Gandhi

LE 31 octobre 1984, le Premier ministre indien, Indira Gandhi, tombait sous les balles de trois de ses gardes du corps d'origine sikh. Le meurtrier d'Indira Gandhi fait suite au massacre des Sikhs, perpétré par l'armée indienne quelques mois plus tôt, lors de l'assaut donné au Temple d'Or d'Amritsar. Celui-ci était alors occupé par des fondamentalistes Sikhs.

Cette action fit des centaines de victimes chez les Sikhs. Elle alimenta les divisions communalistes et le ressentiment

dans la population sikh à l'égard des Hindous. La recrudescence des dissensions religieuses apparaît comme un exutoire des tensions sociales qui s'aggravent sous un régime de répression renforcée. Le 1er novembre 1984, Rajiv Gandhi, fils d'Indira Gandhi, fut désigné Premier ministre.

L'article que nous publions ci-après fait le point sur la politique menée par le nouveau Premier ministre depuis son arrivée au pouvoir et sur les mutations qu'elle révèle dans le système politique indien.

M. NAVID

La politique économique du gouvernement de Rajiv Gandhi représente en même temps la continuité et le changement. Elle poursuit une orientation prise antérieurement par le gouvernement du Parti Janata, puis par celui de Mme Gandhi après 1980. Mais elle représente aussi une accélération si rapide dans cette direction qu'on a là sans aucun doute le programme d'accumulation du capital le plus à droite de l'histoire de l'Inde depuis l'indépendance.

Dans le septième plan, pour la première fois, l'investissement dans le secteur privé (qui comprend l'agriculture) est plus important que dans le secteur public. Le secteur des entreprises et du commerce a reçu des allocations se montant à 540 milliards de roupies (environ 302 milliards de francs), alors que l'industrie du secteur public en a reçu 200 milliards (environ 112 milliards de francs). Le secteur privé (surtout l'industrie) est censé être stimulé grâce à la libéralisation des importations, la suppression d'un certain nombre de patentes, de manière à encourager la concurrence. Ces mesures sont prises dans un cadre qui permette à tous les secteurs de l'industrie (gros, moyens et petits) de prospérer. De plus, sont octroyés au secteur industriel des avantages fiscaux de toute sorte.

UNE POLITIQUE QUI ACCROÎT LES DISPARITÉS SOCIALES

Dans le secteur de l'agriculture, on peut s'attendre à une augmentation constante de la production de céréales, de même que de certaines récoltes commerciales, puisque l'on développe l'irrigation et d'autres méthodes d'agriculture capitalistes. La production de céréales suivra largement la croissance démographique, bien que du fait de la absence de distribution équitable, la pauvreté de masse et la malnutrition continueront d'exister. Faire disparaître la pauvreté n'est pas une priorité du nouveau régime. Le gouvernement

s'en remet à des programmes comme le Programme de développement rural intégré (IRDP) et le Programme national d'emploi rural (NRDP) pour régler la question de la pauvreté rurale. Mais ces plans donnent des avantages disproportionnés à ceux qui ne sont pas très pauvres et ne remettent en question ni les privilèges des propriétaires ni les mécanismes existants d'obtention des avantages coopératifs ou collectifs. Quels que soient les effets équitables de ces mesures, ils seront contrebalancés par les conséquences inégalitaires d'autres aspects de la croissance économique. Par exemple, les possibilités d'emploi diminuent dans l'agriculture. Ce secteur représente aujourd'hui 70 % environ de la main-d'œuvre totale, tandis que sa part dans le PNB diminue encore plus, dans la mesure où elle passera de 37 % aujourd'hui à 33 % vers 1989-1990. S'il est possible que la proportion des gens en-dessous du seuil de pauvreté demeure stable ou diminue même légèrement, le nombre absolu des gens se situant en-dessous de ce seuil augmentera vraisemblablement. Des études effectuées entre 1966-1967 et 1977-1978 montrent que la diminution limitée des seuils relatifs de pauvreté a peu de rapport avec les effets des programmes spéciaux de suppression de la pauvreté. C'est ce qui peut continuer à se produire. De plus, les disparités entre pauvres eux-mêmes vont augmenter presque à coup sûr, les plus pauvres des pauvres le devenant encore plus.

A court terme pour la période du 7e plan, il est fort possible que l'économie indienne parvienne à un taux de croissance moyen égal aux 5,2 % du 6e plan ou les dépassant légèrement. Mais même si l'on atteint les prévisions de taux de croissance les plus optimistes entre la période actuelle et l'an 2000, cela signifiera uniquement que l'Indien moyen de la fin du siècle aura le niveau de vie d'un Chinois moyen d'aujourd'hui, en termes de consommation, tandis qu'il connaîtra encore des conditions pires que le Chinois moyen d'aujourd'hui pour ce qui concerne le logement, l'éducation, la santé, la ration de

protéines.

L'orientation générale de l'économie indienne, qu'ont solidement renforcé les mesures du gouvernement de Rajiv Gandhi, est loin de viser à l'équité et à l'auto-suffisance. De plus en plus clairement, on assiste à l'émergence de deux Indes. L'industrialisation, la « modernisation » et les mesures favorables à la croissance sont réservées à la « première » Inde, celle de ceux qui vivent relativement bien et qui constituent une classe de plus en plus importante regroupant les couches riches et les couches moyennes. Cette Inde de la ville et de la campagne pourrait fort bien compter, d'ici l'an 2000, plus de 200 millions de personnes sur une population totale d'un milliard. La polarisation des classes, surtout à la campagne, où les ouvriers agricoles représentent déjà plus de 40 % de la population rurale, va s'accroître au fur et à mesure du développement de cette politique de modernisation.

Il est aussi très clair que le chômage sous toutes ses formes va devenir un problème encore plus crucial. L'agriculture capitaliste est non seulement de moins en moins capable d'absorber une main-d'œuvre croissante, mais l'industrie l'est elle aussi moins capable que jamais, en raison des mécanismes spécifiques de réduction d'emplois liés à la modernisation capitaliste qui touchent toute l'industrie indienne. Mais ni l'inégalité croissante ni le chômage en hausse ne constituent des problèmes économiques sérieux — à court ou à moyen terme — pour le capitalisme indien, quelles que soient leurs implications économiques à long terme ou leurs répercussions politiques possibles. Du point de vue du capitalisme indien, les dangers que représente l'orientation économique générale du gouvernement de Rajiv Gandhi sont de divers ordres. Des économistes au sein du gouvernement ou proches de lui en ont pris acte. S'il est possible de mettre à coup sûr en évidence certaines orientations dangereuses dans le projet bourgeois d'accumulation du capital en Inde, il est trop tôt, au bout d'un peu plus d'un an, pour soutenir que ces orientations se sont déjà concrétisées au

point d'avoir dépassé un seuil critique dangereux pour le système.

Les deux problèmes les plus graves que pose la nouvelle politique économique sont, d'une part, l'éventualité d'une importante réduction des ressources d'ici quelques années et, d'autre part, le relatif retard de la technologie indienne. L'éventualité d'une grave réduction des ressources va de pair avec le fait qu'une libéralisation insuffisamment contrôlée des importations peut sérieusement aggraver la situation de la balance des paiements (bien que la situation du pays en ce qui concerne la dette ne soit pas inquiétante et laisse donc une marge de manœuvre) et que des contre-mesures (comme l'augmentation des prix imposés, par exemple sur le pétrole et les produits pétroliers, ce que vient de faire le gouvernement) contribueront à l'inflation. Le fait que l'on ait accordé plus d'importance à la promotion du secteur privé rend plus perceptible la négligence existant pour le secteur public, ce qui ne peut qu'augmenter la probabilité d'une crise de l'investissement (insuffisant) dans les secteurs de base du charbon, de l'énergie et du transport ferroviaire, et d'une crise analogue de l'investissement dans l'industrie des biens d'équipement. Le secteur privé, de par la nature même de son orientation (en direction d'une consommation élitiste) ne peut tout simplement pas susciter l'investissement suffisant pour permettre le développement des industries de base et des biens d'équipement. Cette situation existe en dépit d'un véritable boom de l'investissement dans le secteur privé, où les fonds — proposés par le secteur des entreprises sur le marché du capital et des actions — sont 25 % plus importants que l'an dernier et cinq fois plus élevés qu'en 1980-1981.

Tout le problème des transformations technologiques est étroitement lié aux problèmes que pose le secteur des biens d'équipement. L'apparition de nouvelles technologies dans le monde entier, qui concernent toute une série d'industries (production d'acier, industries de

transformation, électronique, etc.), laisse l'Inde dans l'embarras, avec guère d'autre solution que d'importer certaines technologies clefs. Cela a des effets négatifs sur la balance des paiements de même que sur les efforts locaux d'innovation technologique. Mais l'autre alternative serait dans ce cadre d'accepter, au nom de l'auto-suffisance, un retard considérable dans ce domaine. Le problème est particulièrement grave dans le domaine de l'électronique, où le gouvernement ne semble pas avoir une perspective globale bien élaborée. L'industrie de l'électronique est un fer de lance technologique très important pour l'avenir. Est-ce que l'Inde devrait se lancer dans la construction de sa propre industrie complète de semi-conducteurs pour démarrer sa propre industrie électronique et de fabrication d'ordinateurs, plus indépendante ? Ou bien devrait-elle s'intéresser aux avantages relatifs de la division internationale du travail et se limiter à la production de micro-ordinateurs moins complexes et de logiciels de moindre qualité ? Chaque solution a ses avantages et ses inconvénients. Mais la pire des choses serait de ne pas se prononcer clairement, alors que le relatif retard du secteur de l'électronique est déjà très inquiétant.

SITUATION DE LA LUTTE DES CLASSES

L'activité de la classe ouvrière, en 1985-1986, a été somme toute peu importante. S'il y a eu plusieurs grèves, les ouvriers n'ont cependant pas mené de grèves importantes sur des questions industrielles — sans parler des questions politiques — dont on peut dire qu'elles ont eu un retentissement national ou même régional. En ce sens, la première année du mandat de Rajiv Gandhi n'a pas été différente de l'année qui a précédé son accession au pouvoir, elle-même précédée par la grève historique du textile (1). L'année 1981 représenta une pointe importante dans le cycle de courte durée de la lutte ouvrière, manifestement à cause de la grève

du textile. Mais même sans tenir compte de cette grève, le nombre de journées de travail perdues à cause des grèves a atteint 21,2 millions d'unités en 1981. Les chiffres correspondants pour les années suivantes sont de 10,7 millions pour 1982, 12,3 millions pour 1983 et 15,9 millions pour 1984 (on ne dispose pas encore de statistiques pour 1985). En somme, la résistance ouvrière, dans l'industrie, est tout au plus lentement en train de se remettre de la démoralisation et des échecs des années précédentes.

En fait, les statistiques concernant les grèves peuvent même donner une indication trompeuse quant au renouveau de l'activité de la classe ouvrière et à sa force. Dans ce pays, les grèves sont souvent le dernier recours pour les couches les plus faibles de la classe ouvrière, alors que les ouvriers d'une entreprise tout à fait moderne du secteur privé disposent de toute une gamme de moyens grâce auxquels ils peuvent augmenter leur pression sur la direction, de manière contrôlée, ce qui rend possible des solutions négociées bien avant le recours à la grève. De manière plus générale, on peut dire que la classe ouvrière indienne dans son ensemble n'a pas organisé sa résistance face au patronat de manière aussi efficace que ce dernier a organisé ses attaques contre elle. Au cours de l'année dernière, il n'y a pas eu de nombreuses grèves. En outre, le nombre de gens sans emploi s'est accru, car les entreprises ont eu recours aux plans de retraite anticipée, aux reclassements, etc., et ont aussi embauché plus de personnel temporaire ou d'ouvriers sous contrat, de manière à rendre le marché du travail plus souple.

Le gouvernement de Rajiv Gandhi a aussi, semble-t-il, montré qu'il était plus conscient que les fédérations syndicales et les principaux partis de gauche eux-mêmes de la nécessité de disposer d'une stratégie pour traiter avec la main-d'œuvre. C'est ainsi que le pouvoir central a pu encourager un programme de modernisation économique qui aura pour résultat une absorption moins importante qu'auparavant de main-d'œuvre dans l'industrie. Le pouvoir s'engage moins que jamais à faire quelque chose pour les travailleurs industriels inorganisés des petites entreprises et fait preuve d'une capacité certaine à manier la carotte et le bâton pour affaiblir et diviser le mouvement ouvrier dans son ensemble. C'est ainsi, par exemple, que la prime annuelle — ayant le statut légal de salaire mensuel différé — va maintenant être attribuée aux ouvriers



Des étudiants de gauche manifestent leur solidarité avec le peuple cambodgien. (DR)

1. Le 20 octobre 1981, près de 25 000 travailleurs de plusieurs entreprises textiles de Bombay entraient en lutte pour des revendications salariales. Le 18 janvier suivant, une grève générale concernant 250 000 travailleurs de 60 usines différentes était décrétée dans ce secteur d'activité. Les ouvriers du textile, qui réclamaient une hausse de salaire de 50 %, se sont heurtés à l'intransigeance patronale. Le conflit rencontra une certaine solidarité dans les rangs de la classe ouvrière. En mars 1982, 300 000 personnes ont participé à une marche de solidarité avec les grévistes. Le conflit dura 18 mois (cf. *Inprecor* numéro 137 du 22 novembre 1982 et 141 du 17 janvier 1983).



Manifestation de Sikhs autonomistes. (DR)

qui gagnent jusqu'à 2 500 roupies par mois (environ 1400 francs), alors qu'auparavant la limite était fixée à 1 600 roupies par mois (environ 900 francs). Simultanément, le pouvoir central encourage la privatisation de parties de l'industrie qui appartenaient auparavant au secteur public. Ceci aura certainement des effets négatifs pour les employés, tout comme l'incitation à fermer plus d'unités de production « malades » au nom d'une concurrence et d'une efficacité plus grandes. La loi draconienne dite du maintien des services essentiels, qui interdit les grèves et les fermetures d'usine dans le secteur des « services essentiels », a été promulguée en 1981 pour une durée de 4 ans. Mais en août de l'an dernier, le pouvoir central a prolongé la validité de cette loi, ce qui n'est pas surprenant.

Le seul exemple apparemment sérieux de résistance de masse organisée est la grève d'une journée, appelée en septembre 1985 dans tout l'Etat indien par toutes les fédérations syndicales, y compris la section du Bengale occidental de la Confédération syndicale liée au parti du Congrès (INTUC). C'est le Parti communiste indien (marxiste) (PCI (M)) qui l'organisa, pour protester contre le nombre croissant des fermetures d'entreprises dans l'Etat du Bengale occidental (2). Il est clair qu'il revenait au mouvement ouvrier d'appuyer aussi bien la demande de réouverture et de modernisation des secteurs industriels fermés et en difficulté que la revendication de nationalisation des usines de jute et de textile, et le refus des suppressions d'emplois et des licenciements. Mais les motivations du gouvernement PCI (M) du Bengale occidental étaient autant suscitées par le désir d'amener le pouvoir central à permettre et faciliter un investissement public et privé (même multinational) plus important dans son Etat que par celui de défendre le droit au travail. En fait, le PCI (M) cherche de plus en plus à donner l'image d'un parti qui est responsable, capable et désireux de composer efficacement avec le capitalisme au Bengale occidental. Il n'est donc pas surprenant

que des trois Etats qui sont invariablement les premiers pour le nombre de journées de travail perdues par an à cause des conflits du travail (Maharashtra, Tamil Nadu, Bengale occidental), ce soit au Bengale occidental qu'il y ait eu, pour la première fois, plus de journées de travail perdues à cause de fermetures d'usines qu'à cause de grèves. C'est pourquoi les industriels ont toutes les raisons d'applaudir — et ils l'ont fait — les efforts du PCI (M) pour gouverner « de façon constructive » dans cet Etat. Dans les zones rurales, il y a eu des luttes constantes du prolétariat agricole, mais elles n'ont eu qu'un impact local.

L'élément le plus important de la politique économique de Rajiv Gandhi est sans doute que la nouvelle administration de New Delhi a su donner confiance en elles-mêmes aux classes moyennes, aisées et supérieures. Pour la première fois, elles constatent qu'un gouvernement s'oriente explicitement et publiquement en fonction de leurs aspirations et de leurs besoins. La bourgeoisie urbaine (et toutes ses couches) s'est vivement réjouie de la stratégie économique du gouvernement. Alors, pourquoi y a-t-il des contrôles de police dans des maisons de commerce importantes ou de taille moyenne et chez des agents des contributions malhonnêtes ? La raison pour laquelle un gouvernement, qui protège clairement le monde des affaires, est amené à déstabiliser de façon apparemment déconcertante ce même milieu, est assez claire. Le gouvernement, qui a réduit les impôts, veut empêcher qu'un déficit budgétaire dangereux apparaisse. Ainsi, il oblige, par la crainte, les maisons de commerce à être plus honnête en ce qui concerne les déclarations de revenus. Il n'y a aussi aucune raison de douter que le gouvernement de Rajiv Gandhi souhaite vraiment mener à bien un « assainissement » sérieux de tout le système et désire enrayer le marché noir. Le gouvernement actuel n'est pas non plus sans comprendre les retombées politiques positives dont il bénéficierait si sa popularité augmentait parmi les ouvriers, les classes moyennes

inférieures, et même parmi de larges fractions des classes moyennes, à la suite de telles actions.

CASTES ET COMMUNAUTÉS

Les conflits entre castes tout comme les conflits entre les communautés, qui se recoupent souvent, ont augmenté ces dernières années (3). En 1985, l'agitation la plus significative et puissante a commencé dans l'Etat du Goudjerat. A cette occasion, les castes supérieures et les sphères dominantes des Autres castes inférieures (Other Backward Castes, OBC) ont affronté les couches inférieures des OBC et les castes inférieures (« intouchables »). Cette guerre des castes, acharnée et brutale, a vu un important succès des castes supérieures, qui ont obtenu du gouvernement de l'Etat qu'il choisisse un nouveau Premier ministre et qu'il récusé ses précédents engagements d'augmenter le pourcentage de places réservées aux castes inférieures dans le domaine de l'emploi et de l'éducation. Cette victoire quasi totale représente un important retour en arrière que les castes opprimées n'ont pas su combattre efficacement, malgré leur mobilisation impressionnante mais tardive. Cette guerre des castes dans l'Etat du Goudjerat a engendré une augmentation des tensions et conflits intercommunautaires.

Ailleurs également, s'est confirmée une montée très nette du chauvinisme hindou et des sectarismes de toutes sortes. L'accord de l'Assam — enlevant de façon honteuse et injustifiable le droit de vote à une grande partie des Musulmans de cet Etat et qui plus tard a coûté au parti du Congrès sa victoire dans les élections à l'Assemblée de cet Etat — a nettement encouragé le chauvinisme des classes moyennes hindoues de l'Assam, qui ont mené l'agitation dans cet Etat bien que n'étant pas les seules à le faire. Cet accord a aussi facilité une démarcation plus nette entre les communautés. Les Hindous se sont rassemblés autour du Parti de la communauté (Asam Gana Parishad, AGP) nouvellement constitué et la minorité musulmane s'est tournée vers une autre organisation récente de cette communauté, le Front uni des minorités (United Minorities Front, UMF). Il n'est resté au parti du Congrès qu'une place réduite, tandis que la gauche, le PCI (M), qui était opposée à l'accord de l'Assam quant à son principe, a tout simplement été balayée dans ce contexte politique de montée des particularismes communautaires.

L'affaire Shah Bano — où une vieille musulmane de 75 ans a déposé avec succès une requête pour obtenir une pension

2. Le Parti communiste indien (marxiste) (PCI-M) est une scission intervenue en 1964 dans le PCI. C'est le schisme sino-soviétique qui acheva de diviser différentes fractions du PCI auparavant déjà opposées. A son origine, le PCI (M) était pro-chinois.

3. Pour une analyse plus détaillée du communalisme en Inde, se reporter au dossier publié sur ce thème dans *Inprecor* numéro 179 du 10 septembre 1984.

alimentaire raisonnable de celui qui était son ex-mari depuis plus de 40 ans — a provoqué une énorme fureur au sein des groupes fondamentalistes musulmans. Cette affaire a drainé la colère de presque toute la population musulmane masculine, qui prétendait que la Cour suprême n'avait pas à contredire la loi musulmane consacrée par le Coran. Le caractère réactionnaire de certaines règles religieuses — qu'elles soient musulmanes, hindoues, chrétiennes ou sikh — a justifié le besoin de les remplacer par un code civil uniforme. Mais l'utilisation par les communautés hindoues et leurs partis et organisations, comme le Vishwa Hindu Parishad, Rashtriya Surayamsevak sangh, la Shiv Sena, le Bharatiya Janata Party etc. (4), de l'opposition des Musulmans à ces mesures est condamnable. C'est ainsi que le problème central posé par Shah Bano s'est perdu au milieu de toute cette effervescence opposant les deux communautés. Ce problème, c'est celui de l'oppression des femmes. Toutes les règles de conduite fondées sur la religion oppriment les femmes. Les femmes de toutes les religions, soutenues par des hommes et des groupes progressistes, doivent mener une campagne contre les pratiques sexistes, mais sans tomber dans le piège qui consiste à considérer l'affaire Shah Bano comme celle d'une minorité de Musulmans s'opposant au reste de la population.

L'ARENE POLITIQUE BOURGEOISE

L'arène politique a été dominée par trois éléments étroitement reliés entre eux : le déclin continu au plan intérieur du parti du Congrès, devenu une simple machine électorale ; l'émergence, à la direction de ce parti, d'une approche pragmatique, gestionnaire et plus apolitique qu'auparavant de l'activité administrative ; enfin, le développement au niveau régional de partis et de formations avec, pour ce qui est de la relation entre le gouvernement central et les Etats, un glissement en faveur de ces derniers. La position apparemment non contestée de Rajiv Gandhi comme chef du parti du Congrès et du gouvernement ne peut cependant pas camoufler une évidence de plus en plus claire, celle d'un désaccord et d'un mécontentement croissants à l'intérieur de ce parti. Les partis du Congrès des Etats du Goudjerat et du Maharashtra souffrent de dissensions à peine cachées. Quant aux récentes défaites électorales subies par ce parti dans les Etats de l'Assam et du Pendjab, elles y ont complètement démoralisé les militants.

A ces tensions s'ajoute l'émergence d'une direction plus « impériale », une sorte de coterie qui entoure le nouveau Premier ministre, dont les mots d'ordre sont « efficacité » et « management ». Le remaniement ministériel, qui a eu lieu l'an dernier, a été le plus important depuis les années 1960. Bien que pour les nouvelles nominations on ait un peu tenu compte de facteurs de caste ou régionaux, les choix ont été fondamentalement motivés par l'intention d'amener du « sang neuf »

aux postes très importants. Il est possible qu'Arun Singh (cousin de Rajiv) et Arun Nehru (numéro deux du gouvernement malgré son statut officiel peu important) n'aient aucune expérience politique consistante et aucune base sociale véritable, mais ils ont été sans aucun doute les grands bénéficiaires de ce remaniement. Elle est bien révolue, la tentative « à la Mme Gandhi » de contrôler et d'équilibrer les différentes factions et forces qui, au sein du parti du Congrès, sont le reflet des diverses pressions des castes et des régions à l'extérieur et à l'intérieur de ce parti.

En l'espace d'un an, une nouvelle combinaison est apparue. Il n'y a encore aucune alternative à ce parti au plan national. Sa prédominance à ce niveau témoigne de la faiblesse de l'opposition et certainement pas de sa propre popularité et de sa force. Au niveau des régions et des Etats, où existent des alternatives, le parti du Congrès perd constamment du terrain. Etant donné les sinuosités de la politique électorale, on ne peut pas dire que ce soit irréversible, mais ça n'en reste pas moins très inquiétant pour la direction de ce parti. Les Etats de l'Assam et du Pendjab sont passés aux partis d'opposition Asom Gana Parishad et Akali Dal. Au Bengale occidental, le PCI (M) a amorcé un retour significatif lors de récentes élections partielles, avec Siddharth Shankar Ray, alors que Jyotsi Basu, l'unique leader bengali du parti du Congrès ayant une stature comparable à celle du Premier ministre membre du PCI (M), a subi une très nette défaite. Au Sud, l'Etat d'Andhra Pradesh est aux mains du parti Telegu Desam, de Rama Rao. L'Etat du Karnataka est le seul fief du parti Janata, dont le Premier ministre, Ramakrishna Hedge est ravi de ce que Rajiv Gandhi ait renoncé à tenter de le renverser, alors que sa mère aurait certainement cherché à le faire. Dans l'Etat du Tamil Nadu, le parti du Congrès est le partenaire minoritaire du Dalit Mazdoor Kisan (DMK), tandis que dans l'Etat du Kerala, aucune coalition en place n'est jamais assurée de disposer d'un pouvoir stable, si bien que le parti du Congrès peut tout aussi bien se retrouver dépossédé du pouvoir lors des prochaines élections. Le Cachemire est aux mains du parti du Congrès uniquement à cause de manipulations antérieures ; la Conférence nationale (parti d'opposition) y est sans aucun doute la force principale.

De récentes élections partielles ont confirmé le déclin du parti du Congrès en dehors de la « ceinture hindi » de l'Inde du nord. Mais même là, l'élection de Syed Shahabuddin — député musulman d'opposition dans l'Etat du Bihar, où se trouve une minorité musulmane importante — a inquiété le parti du Congrès. Cette victoire est semble-t-il une conséquence de l'affaire Shah Bano. Il n'est donc guère surprenant que Rajiv Gandhi ait récemment réaffirmé aux groupes intégristes musulmans que le gouvernement central n'avait en aucun cas l'intention de passer outre à la loi des Musulmans et qu'il recherchait les moyens pour pouvoir con-

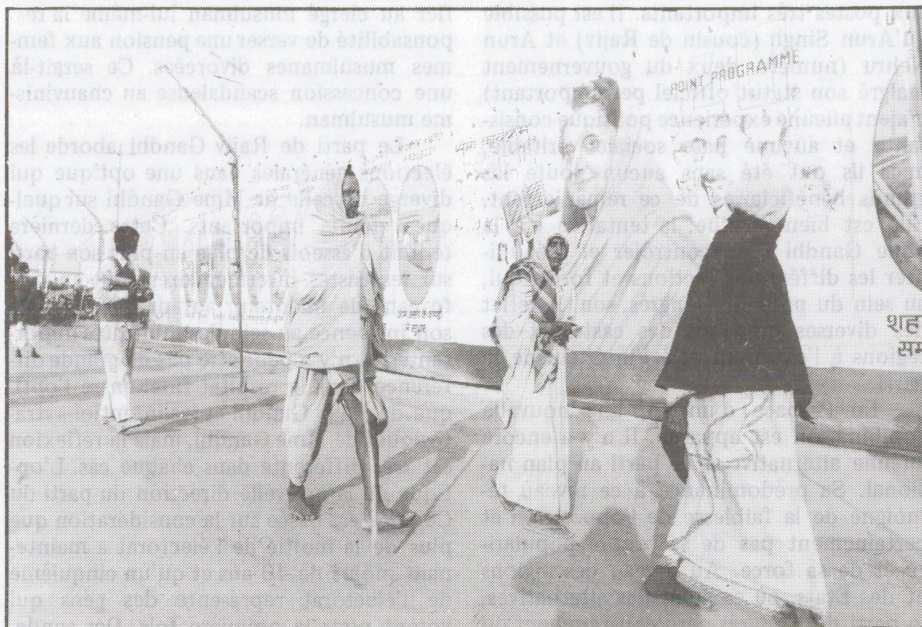
fier au clergé musulman lui-même la responsabilité de verser une pension aux femmes musulmanes divorcées. Ce serait-là une concession scandaleuse au chauvinisme musulman.

Le parti de Rajiv Gandhi aborde les élections générales dans une optique qui diverge de celle de Mme Gandhi sur quelques points importants. Cette dernière tentait d'asseoir de plus en plus son parti sur les castes intermédiaires tout en s'efforçant de maintenir autant que possible son influence au sein des minorités importantes. Il n'y a peut-être pas de grande différence dans le résultat final entre l'optique de Rajiv Gandhi et les intentions stratégiques de Mme Gandhi, mais la réflexion est très différente dans chaque cas. L'optique de la nouvelle direction du parti du Congrès est basée sur la considération que plus de la moitié de l'électorat a maintenant moins de 40 ans et qu'un cinquième de l'électorat représente des gens qui votent pour la première fois. Des sondages détaillés ont confirmé ces faits. La direction de ce parti est également convaincue que ce sont les valeurs de la jeune génération des classes moyennes des villes qui servent de modèle aux aspirations des jeunes des classes inférieures. Par conséquent, si le parti de Rajiv Gandhi se met au diapason de ces valeurs et s'affiche comme le parti de cette jeune génération des classes moyennes, il s'assurera, pour ainsi dire en passant, le soutien de la génération montante des classes inférieures.

Mais cette hypothèse n'est valable qu'en partie. En effet, des aspirations qui seraient communes à des classes différentes ne peuvent pas remplacer de façon cohérente les aspirations et les intérêts fondamentaux, de classe et de caste, des individus ni en détourner ces derniers, et ces aspirations ne peuvent qu'aboutir à des tensions et à des heurts ternissant la belle image selon laquelle ces aspirations seraient comme du « sucre d'orge qui dégouline du haut en bas » de la société.

Il y a aussi le grave problème de l'instabilité politique bourgeoise que pose la disparité entre la domination du parti du Congrès sur le gouvernement central, et l'influence et le pouvoir croissants de l'opposition au niveau des Etats. En l'occurrence, l'accord de l'Assam et la victoire de l'AGP (opposition) ne fait

4. Pour donner un exemple de la nature de ces formations bourgeoises communalistes, il suffit de se reporter à la Shiv Sena (armée de Shivaji) qui se réclame de Shivaji Bhonsle, un homme de guerre marathe du XVII^e siècle. Cette organisation, fondée en 1965 par Bal Thackeray, est animée d'un esprit nationaliste marathe militant, ainsi que par un hindouisme fervent. Ce mouvement prône un nationalisme anti-musulman et revanchard sur le thème « le Maharashtra aux Marathes ». Son leader, Bal Thackeray, n'hésite pas à déclarer, en parlant des musulmans : « On devrait instituer un permis d'entrer dans cette ville, tous les immigrés clandestins seraient renvoyés d'où ils viennent. (...) Tous ceux qui placent l'Islam avant la patrie devraient être mis au pas. (...) Est-ce un crime pour des hindous d'être fiers de leur religion ? Ce pays est à nous. Les musulmans ont le Pakistan et la Bangladesh. Ici, c'est l'Hindoustan. Telle était l'idée de base du partage de l'empire des Indes » (Le Monde, 30 mai 1984).



Des affiches électorales à Calcutta. (DR)

qu'accumuler les problèmes pour les minorités et annonce un grave embrasement des communautés pour l'avenir. L'AGP a déjà pris des mesures pour institutionnaliser son pouvoir au sein de l'administration civile permanente de l'Etat de l'Assam, en changeant complètement le personnel aux plus hauts niveaux de la bureaucratie pour y mettre ses propres hommes.

L'accord du Pendjab n'est pas plus une garantie de stabilité future (5). La victoire du parti Akali Dal (AD) n'a pas vraiment modifié le caractère communalitaire du schéma de vote. Les Hindous ont voté contre l'AD, et la seule différence importante par rapport au passé réside dans le fait que, pour la première fois, les Sikhs Mazhabi (intouchables) ont voté pour l'AD plutôt que pour le parti du Congrès, ce qui est un indice du point extrême auquel en est arrivé le problème des communautés. De plus, les luttes de faction et les rivalités personnelles ne manquent pas au sein de l'AD. Il en résulte que ce parti est aujourd'hui incapable de lutter efficacement contre le Damdami Taksal, qui a repris le Temple d'Or (6). Plus ils y restent, plus leur occupation est légitimée, plus l'AD et le Shiromani Gurdwara Prabandhak Committee (SGPC) conduit par Tohra s'affaiblissent. C'est en fait le moment de vérité pour l'AD. S'il n'expulse pas le Damdami Taksal du Temple d'Or, et ça ne peut être fait que par la force, alors s'installera une dynamique — avec l'intervention directe du gouvernement central — qui ne fera qu'aggraver le problème des communautés au Pendjab. Il y a déjà des signes d'une recrudescence du terrorisme.

Si l'Akali Dal semble incapable d'améliorer la situation à cause de son particularisme sikh, le gouvernement central, pour sa part, à cause de sa connivence avec la communauté hindoue, ne peut pas rassurer les Sikhs. Il favorise ainsi les fondamentalistes en leur donnant la possibilité de devenir les leaders de la communauté sikh. Dans ce contexte, il

est important de noter que le pouvoir central n'a pas assumé ses responsabilités lorsqu'il s'est agi, devant la commission Misra, de faire rendre des comptes à ceux qui avaient tué des Sikhs lors des émeutes anti-Sikhs de Delhi. Il est vraisemblable que cette commission cessera d'exister, dans l'indifférence générale.

Mis à part le problème spécifique du Pendjab et de l'Assam, le nouveau rapport des forces entre le pouvoir central et les Etats se caractérise d'une part par l'accroissement de l'influence, au niveau régional, du groupe de pression koulak (paysans riches), et, d'autre part, par l'abandon progressif, par le pouvoir central, de ses responsabilités aux gouvernements des Etats, en matière de justice et de maintien de l'ordre. Dans le cas de l'Andhra Pradesh, cela a permis au gouvernement local de mener la répression la plus brutale, depuis plus de dix ans, contre l'extrême gauche, généralement les groupes maoïstes, qui mobilisent dans les couches pauvres de la population rurale. La répression s'étend aussi à des mouvements pour les libertés civiques, qui ont cherché à mettre en évidence les violations des droits démocratiques élémentaires de la part du gouvernement de

Rama Rao.

Si l'extrême gauche maoïste souffre d'une répression sévère dans l'Andhra Pradesh, son influence est en train de diminuer ailleurs pour des raisons qui ont plus à voir avec son manque de perspectives politiques qu'avec la répression directe. Le gouvernement du PCI (M) de l'Andhra Pradesh harcèle sélectivement les sympathisants de l'extrême gauche et les membres d'organisations de masse, sans toutefois aller jusqu'à une attaque directe des partis et des groupes d'extrême gauche.

LES MOUVEMENTS SOCIAUX DE GAUCHE

Le PCI (M) est actuellement un parti réformiste tout à fait bureaucratisé, dont l'intérêt principal est de se renforcer régionalement au Bengale occidental et au Tripura, et de revenir au pouvoir au Kerala, dans une coalition de front populaire (7). Il a, pour quelque temps encore, cessé de chercher à s'accroître au cœur de la région hindi, avec ou sans l'aide du Parti communiste de l'Inde (PCI) (8).

La préoccupation majeure du PCI (M) est d'assurer sa propre continuité gouvernementale en Inde orientale. En conséquence, il s'agit pour lui de restructurer d'une part les relations entre le pouvoir central et les Etats dans le sens d'une plus grande autonomie pour les Etats, et, d'autre part, d'encourager un plus grand investissement capitaliste (public et privé) au Bengale occidental, de façon à renverser, ou du moins à stopper, la situation de déclin relatif de la région.

A cet égard, le PCI (M) est maintenant un geôlier de la classe des travailleurs au Bengale occidental bien plus efficace que ne le serait n'importe quel parti bourgeois. Même si le PCI (M) continue à soutenir du bout des lèvres la lutte contre le pouvoir « autoritaire » du parti du Congrès, ce n'est en réalité rien d'autre qu'un cliché usé. Le PCI (M) participe maintenant à part entière au jeu électoral et serait disposé à aller jusqu'à appuyer le parti du Congrès au gouvernement central, en lui prêtant des forces politiques compétentes, à condition d'en retirer une contrepartie satisfaisante dans les régions. Deux éléments illustrent cela :

5. En juillet 1985, Rajiv Gandhi signa un accord avec Harchand Singh Longowal, leader de l'Akali Dal, en vue de réduire la tension communaliste dans l'Etat du Pendjab. Celui-ci avait connu son point culminant avec l'assaut donné en juin 1984 par l'armée indienne au Temple d'Or, à Amritsar alors occupé par des Sikhs. Cet accord prévoyait une amélioration du traitement des prisonniers Sikhs, l'ouverture d'une enquête sur les exactions dont les Sikhs ont été victimes à New Delhi et le transfert à l'Etat voisin du Haryana de zones de population hindi de manière à accentuer la majorité Sikh au Pendjab. Cet accord fut condamné par certains groupes Sikhs et Longowal était assassiné un mois plus tard et remplacé à la tête de l'Akali Dal. L'Akali Dal est un parti essentiellement composé de Sikhs. Il fut fondé en 1920 pour reprendre aux sbires du colonialisme britannique le contrôle des temples du Pendjab.

6. C'est en juin 1984 que l'armée indienne a donné l'assaut au Temple d'Or où s'était

réfugié Bhindranwale, grand prêtre du renouveau fondamentaliste sikh et ses partisans. Cette action provoqua de nombreux morts chez les Sikhs. Ces événements ont sans doute eu leur prolongement dans l'assassinat de Indira Gandhi par des Sikhs. En janvier 1986, le Temple d'Or d'Amritsar était de nouveau occupé par des Sikhs organisés par une organisation fondamentaliste sikh, le Damdami Taksal.

7. Sur la gestion du PCI (M) dans l'Etat du Kerala se reporter à *Inprecor* numéro 122 du 5 avril 1982.

8. Le PCI a été fondé en 1928 mais n'a guère exercé d'influence durant les vingt premières années de son existence sur les courants nationalistes qui finiront par arracher l'indépendance de l'Inde en août 1947. Une crise se développera dans les rangs du PCI à partir des années 1950. Le schisme sino-soviétique va achever de diviser les différentes fractions et une partie de la base quittera le PCI pour former le PCI (M) en 1964 (cf. *Inprecor* numéro 122 du 5 avril 1982).

d'une part, l'importance nouvellement attribuée par le PCI (M) au « front de gauche laïque » plutôt qu'au « front de gauche démocratique » qu'il préférait auparavant (le parti du Congrès est considéré par le PCI (M) comme étant plus laïque que certains autres partis bourgeois) ; d'autre part, l'accent récemment mis sur la nécessité de préserver la sécurité du pays contre des forces néfastes, tant intérieures qu'extérieures.

Les efforts pour aboutir à une union du PCI (M) et du PCI ont lamentablement échoué, comme c'était prévisible. Les deux directions bureaucratiques ont été incapables de se mettre d'accord sur la répartition des responsabilités dans une organisation commune. Pour les prochaines années, on peut s'attendre à ce que le PCI (M) et le PCI continuent à suivre leur ligne de soutien à la politique étrangère « progressiste » de Rajiv Gandhi, tout en critiquant sa politique économique et sociale de droite, et en évoquant périodiquement le besoin d'une unité de la gauche, mais sans qu'aucune unité réelle n'émerge dans les faits, ne serait-ce qu'entre les organisations de masse ou les fronts contrôlés par les deux partis de gauche.

Quant aux « nouveaux mouvements sociaux », seul le mouvement autonome des femmes peut raisonnablement être optimiste sur la possibilité de se développer de façon continue dans le proche avenir. C'est à Bombay, fin décembre, que s'est tenue la conférence nationale la plus importante et la plus représentative des groupes autonomes de femmes. Plus de 170 groupes de femmes de tout le pays y étaient représentés. Au dire de tout le monde, ce fut un grand succès. La prise de conscience de leur oppression par les femmes ne peut que se développer, en touchant des couches de plus en plus larges de la population. Mais le lien entre le mouvement des femmes et le mouvement ouvrier et syndical demeure un problème redoutable, à cause de faiblesses dans les deux camps.

Même si la catastrophe de Bhopal et les récentes fuites de gaz à New Delhi ont créé une plus grande prise de conscience des problèmes de pollution, le mouvement écologiste en est encore à l'état embryonnaire. C'est également le cas pour tous les groupes écologistes et les groupuscules tout récents pour la paix et contre les armes nucléaires. Quant au mouvement pour la santé, il est de plus en plus divisé entre ceux qui adoptent une orientation radicale et ceux qui sont désireux ou susceptibles d'être cooptés par le gouvernement. Ce dernier, dont la stratégie consiste à se soustraire à toute responsabilité dans la mise en place d'un système de santé publique adapté et qui puisse se développer, est en effet tout à fait prêt à soutenir, financièrement et par d'autres moyens, des groupes de santé disposés à assumer ces responsabilités dans les zones rurales et les quartiers urbains pauvres. En somme, le gouvernement poursuit une stratégie de privatisation et de commercialisation de la santé. Il est par conséquent de la plus grande importance que les groupes radicaux concernés par la santé ne tombent pas, consciemment ou inconsciemment, dans le piège qui consisterait à encourager ces efforts.

UNE NOUVELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ?

Pour ce qui est de l'attitude vis-à-vis des grandes puissances, la politique étrangère du gouvernement de Rajiv Gandhi n'a pas réellement changé par rapport à celle du gouvernement précédent. Les États-Unis trouvent peut-être les perspectives économiques de ce gouvernement beaucoup plus à leur goût et peuvent penser que le nouveau Premier ministre est un personnage moins rigide que Mme Gandhi. Mais ces points superficiels n'entraînent pas par eux-mêmes des changements fondamentaux de ligne politique. L'inclination pro-occidentale en ce qui

concerne l'économie existe depuis longtemps, de même que le penchant pro-soviétique en matière de sécurité, dans le cadre plus large de l'appartenance au mouvement des non-alignés.

Ce qui a quelque peu changé, c'est l'attitude du gouvernement envers le Sri Lanka et le Pakistan. Les relations sino-indiennes resteront en l'état tant que la question des frontières ne sera pas résolue. A cet égard, il y a eu un récent durcissement des positions chinoises.

Pour ce qui est du Sri Lanka, on pouvait soupçonner Mme Gandhi de chercher à déstabiliser le gouvernement de ce pays en soutenant les guérilleros tamouls et en laissant des doutes sur les promesses de l'Inde en ce qui concerne l'intégrité nationale de l'île. Rajiv Gandhi a non seulement souligné que l'Inde veut absolument que le problème tamoul soit résolu dans le cadre de l'unité de l'île, mais il a aussi agi d'une façon qui a inquiété tant le gouvernement de l'État indien du Tamil Nadu que les réfugiés et les guérilleros tamouls du sud de l'Inde. En même temps, il a laissé croire au régime de Jayewardene que l'Inde pourrait l'aider à imposer une solution injuste aux Tamouls de l'île. New Delhi a dû, par la suite, revenir sur certaines des déclarations nettement favorables à Jayewardene et réduire cet appui, de manière à pouvoir contrôler les dirigeants politiques tamouls de nationalité indienne. Voilà qui reflète l'étroitesse de la marge de manœuvre de tout gouvernement indien sur cette question, quel qu'en soit le dirigeant. Mais l'impression générale qui prévaut aujourd'hui est celle d'un gouvernement plus désireux que son prédécesseur de calmer Colombo, fût-ce aux dépens des Tamouls sri-lankais.

En ce qui concerne le Pakistan, New Delhi a réagi mollement à des initiatives pakistanaises sur la question des armes nucléaires et sur les relations indo-pakistanaïses en général. Sur la question nucléaire, les deux pays poursuivent actuellement une politique ambiguë, mais le Pakistan est décidé à clore pour de bon le dossier nucléaire, si tant est que l'Inde le soit aussi. Sa proposition comporte les quatre points suivants : signature conjointe du Traité de non prolifération, ou inspection mutuelle des installations nucléaires, ou refus bilatéral des armes nucléaires, ou établissement d'une zone sud-asiatique dénucléarisée. Le gouvernement indien est clairement sur la défensive, puisqu'il n'accepte aucune de ces propositions et n'avance lui-même aucune proposition convaincante pour promouvoir la dénucléarisation de la région. Il en résulte une politique fluctuante envers le Pakistan. Soit c'est la course avec le général Zia, à qui désire le plus « sincèrement » améliorer les relations indo-pakistanaïses, soit ce sont les remontrances sur les intentions hypocrites du Pakistan visant à affaiblir l'Inde et à promouvoir les intérêts occidentaux ou islamiques. ■

M. NAVID,
Bombay, 10 avril 1986.

Le Parti communiste d'Inde (marxiste) dans la campagne législative de 1977. (DR)



Un an de "transition démocratique"

C'EST dans un nouveau cadre politique et social que se sont écoulés les dix premiers mois de gouvernement démocratique du président Julio Maria Sanguinetti, leader du parti bourgeois Colorado, élu à la présidence en novembre 1984. Durant cette période, la crise économique et les luttes des travailleurs furent les faits les plus marquants de la conjoncture.

Ainsi se confirment à la fois, d'un côté, l'orientation

monétariste du gouvernement Sanguinetti et, de l'autre, la détermination du mouvement ouvrier à affronter les plans d'austérité et de soumission aux exigences du Fonds monétaire international (FMI) (1).

Cette situation présente une série de problèmes et de défis pour les travailleurs. De leurs résolutions dépendent les perspectives d'avancées du mouvement ouvrier et populaire dans la prochaine période.

Ernesto HERRERA

Grâce au départ des Forces armées du pouvoir et une fois surmontée l'étape dictatoriale par la combinaison des trois éléments que sont la lutte des masses, le désastre politique et économique de la dictature et la nécessité pour la bourgeoisie et l'impérialisme de favoriser une ouverture politique à titre préventif, le système de domination bourgeois uruguayen se recompose par la voie des institutions démocratico-parlementaires. Cette recombinaison s'inscrit cependant dans un contexte de profonde crise capitaliste avec un appareil répressif qui s'est certes mis en retrait de la scène politique, mais qui reste fondamentalement intact, et un mouvement ouvrier réorganisé, disposé à défendre et amplifier ses conquêtes politiques et sociales. En un mot, on a affaire à une démocratie bourgeoise qui renaît dans un cadre historique particulier rendant impensable un retour à la situation de consensus social et politique des décennies passées.

L'Etat-providence, qui récupérait une partie du revenu agraire à l'époque de la prospérité des exportations traditionnelles pour financer des services publics, des industries d'Etat et protéger le marché intérieur est définitivement enterré. Ce modèle, tant vanté dans les années 1960 où l'Uruguay était qualifiée de « Suisse » de l'Amérique latine, s'appuyait politiquement sur des lois sociales progressistes, sur un bipartisme inamovible et le clientélisme électoral. Il s'enracinait socialement dans une classe moyenne nombreuse et stable.

Mais ce système s'effondra bien avant qu'en juin 1973 les militaires ne prennent le pouvoir. Le coup d'Etat militaire fut plutôt le résultat de l'échec d'un système secoué par la crise économique, par les mobilisations populaires et par l'incapacité des partis bourgeois traditionnels à garantir le profit capitaliste dans les limites d'une démocratie parlementaire.

Douze ans plus tard et passé l'intermède militariste, on peut affirmer que les facteurs structurels qui ébranlèrent le ca-

pitalisme uruguayen semi-colonial et dépendant, non seulement existent toujours mais se sont aggravés. Et c'est par cela que la future stabilité politique et sociale du régime est sérieusement menacée. Parce qu'en définitive, les bases matérielles n'existent pas, ni à l'intérieur ni à l'extérieur du pays, pour dire que nous assistons à un retour au système de l'Uruguay traditionnel, développé et disposant d'une capacité d'amortissement des conflits sociaux. C'est la raison pour laquelle la démocratie bourgeoise actuelle aussi est différente de celle du passé. Derrière la façade de la transition démocratique restent sous-jacents des aspects essentiels de l'autoritarisme qui définissent le présent fonctionnement de l'Etat bourgeois. Cette situation s'inscrit dans une nouvelle phase de domination impérialiste sur tout le cône Sud dans laquelle l'appareil institutionnel bourgeois se modernise et rend plus sophistiquée la manipulation du pouvoir par les forces contre-révolutionnaires.

LA SITUATION ACTUELLE ET SON CONTENU POLITIQUE

Le gouvernement de Sanguinetti, qui est le représentant direct des grands propriétaires industriels et agraires associés au capital financier, se trouve confronté à la difficile nécessité d'assurer une politique économique qui n'affecte pas pour l'essentiel les intérêts et privilèges de la classe patronale autochtone et impérialiste. Il s'agit en fait d'appliquer une orientation qui garantisse la distribution des revenus du pays au bénéfice exclusif de la classe dominante, et tout spécialement de sa fraction hégémonique et du capital financier multinational. Cette politique économique peut être globalement considérée comme se situant dans la continuité de celle des militaires et en totale soumission envers le FMI.

Mais dans le même temps, le gouvernement a dû faire attention — pour le moment — à ne pas mettre en œuvre un traitement économique de choc afin d'éviter une explosion sociale et une crise

politico-institutionnelle. Le gouvernement doit en effet tenir compte de son caractère minoritaire, le Parti Colorado n'étant que la plus importante des trois minorités parlementaires (2). Dans de telles conditions, il s'avère indispensable pour le gouvernement de contrôler, d'affaiblir et éventuellement de réprimer les revendications du mouvement ouvrier et populaire, comme il le fit d'ailleurs en plusieurs occasions.

Néanmoins, la profonde crise économique, les luttes ouvrières qui se sont succédées tout au long de ces dix derniers mois et la propension aux affrontements de classe ne doivent pas nous conduire à une vision unilatérale d'un dénouement politique à court terme du processus actuel favorable aux masses populaires. Entre autres, parce qu'il existe une série de facteurs agissant dans le sens inverse des intérêts et des nécessités historiques du mouvement ouvrier et populaire et offrant à la bourgeoisie une certaine marge de manœuvre politique.

En premier lieu, il faut prendre en compte le fait qu'après douze années de terrorisme d'Etat et de régression sociale, les espoirs du mouvement de masse dans le système démocratico-bourgeois sont importants. Cela explique en partie son adaptation aux règles du jeu établies et représente quelque chose qui va au-delà de la confiance que pourrait lui inspirer le gouvernement en place. Souvent, la dyna-

1. Lors des élections générales du 24 novembre 1984, intervenues après dix années de dictature militaire, Julio Sanguinetti, dirigeant du Parti Colorado a été élu à la présidence de la République avec 38 % des suffrages contre 33 % pour le candidat de l'autre parti bourgeois le Parti National ou Parti Blanco. (Cf. *Inprecor* numéro 188 du 21 janvier 1985). Le nouveau gouvernement n'a obtenu son investiture qu'en mars 1985. L'article que nous publions dans ce numéro d'*Inprecor* est tiré du numéro 10 du mois de janvier 1986 d'*Inprecor* cône Sud, publié en Uruguay.

2. Lors des élections générales de novembre 1984, le Parti Colorado a remporté 13 sièges au Sénat contre 17 pour le Frente Amplio et le Parti Blanco. A la chambre des députés, le Parti Colorado disposait de 41 élus contre 35 pour les blancos et 2 pour le Frente Amplio.

mique conflictuelle qui se développe sur le plan social dans les luttes ne se reproduit pas automatiquement au niveau politico-institutionnel. A fortiori, si nous tenons compte du poids temporisateur que les organisations réformistes font peser sur le mouvement ouvrier et populaire.

En second lieu, la victoire du Parti Colorado et son slogan du « *changement dans la paix* », via le pacte du Club naval (3) et des élections contrôlées et limitées, la politique de concertation sociale et la subordination du Parti National et du Frente Amplio à cette stratégie ont laissé au gouvernement une liberté d'action politique sur laquelle il ne paraissait pas pouvoir compter a priori vu la gravité de la crise.

Ce fut sur le terrain de l'opposition parlementaire que le gouvernement a trouvé le répit nécessaire pour surmonter politiquement les problèmes qui se sont présentés à lui au niveau économique et social. Abandonnant son discours pré-électoral et bien qu'il compte dans ses rangs des secteurs bourgeois et populaires, provinciaux et citadins, qui ne bénéficient en rien de la politique économique actuelle, le Parti National a opté pour la thèse de la « *gouvernementalité* » du pays (4). Son orientation vise à garantir l'alternance bi-partiste à la gestion des affaires de l'Etat, et, par la même, prépare son avenir électoral. De l'autre côté, le Frente Amplio a privilégié son rôle d'opposition constructive, annihilant tout le pouvoir de mobilisation qu'il détient au sein du mouvement populaire.

Cette attitude des forces majoritaires de l'opposition a eu des conséquences politiques concrètes, dont le résultat s'avère profondément négatif pour les masses et même pour l'avenir démocratique du pays. Parmi ces résultats négatifs, on peut noter l'adoption d'une « *loi de pacification nationale* » au lieu d'une amnistie générale et sans restrictions ; l'accession à la Cour suprême de Justice de personnalités notoires de la dictature, le maintien de l'Acte 19 ; la suspension de l'Assemblée constituante ; la déclaration de la Commission d'enquête sur les disparus qui évite de mettre en cause la responsabilité des Forces armées en tant qu'institution dans la répression.

Il est sûr que tout n'a pas été qu'unanimité et concertation pendant ces mois de gouvernement Colorado. Le fiasco du dialogue national au moment le plus fort des affrontements sociaux, les débats sur la Loi sur les Locations, sur la dette interne et les différends apparus sur le budget — spécialement sur les rubriques Défense nationale, Santé et Enseignement — confirment que sur le plan politico-parlementaire le gouvernement rencontra aussi des difficultés pour imposer son projet bourgeois et pro-impérialiste. Difficultés que, jusqu'à ce jour, il a résolu soit par le biais de l'accord soit par celui du droit de veto, détenu par le pouvoir exécutif. C'est ainsi que la transition s'opère par un processus tout à la fois contradictoire et combiné où, à la crise économique et à la faiblesse struc-

turelle du capitalisme uruguayen, s'ajoutent les facteurs politiques mentionnés ci-dessus qui jouent un rôle objectif dans la période présente.

A tous ces facteurs, il convient d'en ajouter un autre, d'importance capitale pour le mouvement de masse : le type d'issue politique qui a pris forme après les longues années de dictature militaire, ainsi que la nature même de cette actuelle transition démocratique ont favorisé la dynamique des organisations réformistes qui disposent par ailleurs de l'hégémonie politique et idéologique sur la gauche uruguayenne. Leur tradition dans le pays et l'importance de leurs appareils — spécialement pour le Parti communiste d'Uruguay (PCU) — leurs ont permis une participation directe aux événements fondamentaux. Il leur a ainsi été possible de récupérer l'héritage de la lutte anti-dictatoriale.

Pour cela, les formations réformistes ont bénéficié d'un élément d'importance, qui en dernière analyse représente la carence politique majeure de ce processus : la faiblesse et l'atomisation de la gauche combative et révolutionnaire. Divisée en diverses organisations dont certaines participent au Frente Amplio et d'autres non, ce secteur de la gauche traverse dans de nombreux cas une période de réorganisation et de redéfinition politique et stratégique. Pour l'instant, ce processus n'a pas conduit à l'élaboration d'un projet alternatif du point de vue programmatique et d'une plate-forme unitaire pour regrouper les courants de la gauche non-réformiste. Cette faiblesse et cette atomisation constituent le talon d'Achille des luttes ouvrières et populaires et de l'avant-garde révolutionnaire.

LA CRISE ÉCONOMIQUE

Le régime militaire avec son gaspillage et sa corruption ne fit pas autre chose qu'aggraver la crise économique. Dans le même temps, il augmenta la dépendance, démantela l'appareil productif et ouvrit toutes grandes les portes au capital financier. Des milliers d'Uruguayens furent condamnés à la misère et au chômage. Cette politique économique anti-nationale — que l'actuel gouvernement prétend poursuivre — est responsable de la chute du salaire réel (53 % en 10 ans), de ce que le chômage touche aujourd'hui 13 % de la population active (soit 160 000 personnes sans travail) et de la chute de 25 % de la production du pays au cours des quatre dernières années (ce chiffre atteint 40 % dans la construction). La dette extérieure est aujourd'hui de 5,5 milliards de dollars (environ 39 milliards de francs) et se situe au 4e rang des pays endettés en Amérique latine, ce qui représente 1 833 dollars (soit environ 13 000 francs) par tête d'habitant. Pour payer les intérêts d'une année, il faut y consacrer 35 % du revenu des exportations — signalons au passage que par rapport à l'an passé les exportations ont diminuées de 10 %. Enfin, pour compléter le panorama, on estime que durant les quatre dernières années la fuite des

capitaux se chiffre à 1,9 milliard de dollars (environ 13,3 milliards de francs).

Cette situation économique a des retombées sociales qui ne se limitent pas à la chute des salaires, à l'augmentation du chômage et au problème, déjà très grave, du logement. Selon des sources officielles, le nombre de familles qui se trouvent au-dessous du seuil de pauvreté a triplé ; la mortalité infantile est de 30 pour mille et plus de 600 milles Uruguayens ne bénéficient pas des services de santé les plus élémentaires.

Comme nous le voyons, l'Uruguay est en train de se « *latino-américaniser* ». L'impérialisme avec la complicité de la bourgeoisie autochtone pressure le pays et réduit chaque fois davantage sa souveraineté. L'appareil de production est démantelé et des milliers d'hectares de terre passent aux mains de la finance et du capital étranger (on parle de 30 %). Et pendant ce temps, le niveau de vie des sans-emplois se détériore jour après jour.

Dans le cadre de cette crise, le gouvernement Colorado, à travers son ministre de l'Economie, Zerbino, qui fit partie du cabinet de Bordaberry comme l'actuel président de la République, applique un plan dit de relance économique qui n'est pas autre chose que la trop fameuse recette du FMI pour les pays semi-coloniaux : un plan d'ajustement anti-crise, d'austérité et d'aliénation des richesses nationales au capital étranger. Une politique économique « *rigoureuse mais pas récessive* » selon les propos du gouvernement. Elle implique pourtant le paiement de la dette extérieure en accord avec les diktats du FMI ; ce qui signifie plus d'impôts et moins de dépenses publiques (travaux d'intérêt public, et salaires) pour équilibrer le budget, l'augmentation des tarifs essentiels (électricité, eau, gaz, téléphone, etc.) pour diminuer le déficit, le contrôle de l'inflation (70 % pour l'année en cours) par un plafonnement des augmentations de salaire (18 %) mais pas des prix des produits de consommation courante.

Il s'agit d'un plan destiné seulement à gérer la crise et à rembourser la dette extérieure. Il ne comprend aucun projet d'investissement industriel, d'incitation à la production agricole, de modifications technologiques ni même un plan de travaux financés par l'Etat qui s'appliquerait à diminuer le chômage et à améliorer l'infrastructure du pays.

En résumé, il n'y a aucune illusion à avoir sur un possible progrès économique,

3. Les accords du Club naval adoptés par les représentants de la dictature et le Parti Colorado instituaient une perspective de passation contrôlée du pouvoir avec la reconnaissance de libertés tronquées et un retour en ordre des militaires dans les casernes. Ces accords eurent pour effet de diviser le front anti-dictatorial, le Parti National refusant de les signer et le Frente Amplio s'y opposant.

4. Durant toute la période pré-électorale et au moment de la signature des accords du Club naval, le Parti Blanco dont le programme ne diverge pas fondamentalement de celui du Parti Colorado adopta un verbiage gauche et nationaliste qui explique en partie ses résultats électoraux.

même lointain, en suivant un tel plan. L'objectif est de rester aux ordres du capital financier international, de gérer l'enlèvement économique de l'Uruguay et de perpétuer la misère du peuple travailleur. En ce sens, la continuité économique par rapport au régime militaire est indiscutable.

LES LUTTES DU MOUVEMENT OUVRIER

Le 1er mars 1985, alors que le nouveau gouvernement était en place et que les invités étrangers arrivaient pour fêter son intronisation, les employés de l'aéroport commençaient une grève pour la satisfaction de leurs revendications et la démilitarisation de leurs fonctions. Ce fut en quelque sorte un signe avant-coureur de ce qui allait se passer au plan social au cours des mois suivants. Cette grève représentait d'autre part un avertissement au gouvernement, lui signifiant qu'il n'y aurait pas de trêve pour tout ce qui concernait les revendications économiques et sociales.

Augmentation et réajustement salarial, respect des droits syndicaux et réintégration des travailleurs destitués au temps de la dictature, ont été les principaux axes de lutte pour lesquels la classe ouvrière est restée mobilisée durant toute l'année passée. Mobilisation massive avec des conflits de longue durée et très combatifs : ce fut le cas par exemple des ouvriers du textile, des pêcheurs, des employés municipaux, de la santé, des instituteurs, des cheminots, des employés de banque, des transports et de divers autres secteurs. On peut dire que les syndicats des secteurs d'activité les plus importants du pays ont été sur le pied de guerre. D'autres syndicats, comme dans la construction et chez les ouvriers de la métallurgie, ont aussi développé des luttes mais de manière isolée.

Ces luttes ont connu des issues très diverses. Il y a eu des victoires et des défaites. Mais leur dynamique lais-

saient envisager un affrontement plus général avec le gouvernement et sa politique économique. Ce sont ces luttes qui, sans aucun doute, inspirèrent le contenu de la plate-forme du 1er mai 1985, le Plan d'urgence du Plenum intersyndical des travailleurs-Centrale nationale du travail (PIT-CNT) et la participation de plus de cent milles personnes à cette initiative.

Cette résolution des travailleurs à faire respecter leurs droits légitimes s'est aussi exprimée par des méthodes de lutte comme l'occupation d'entreprises, les grèves de la faim et le contrôle ouvrier sur la production (dans la santé, à Ancap et chez les cheminots). Mais cette détermination se heurta à deux obstacles qui, en dernière instance, empêchèrent de préparer les conditions pour passer à une offensive majeure contre le plan du FMI. Ces deux obstacles sont, d'une part, le système de la négociation séparée au sein des commissions salariales, qui permet au pouvoir exécutif de légiférer par décrets s'il n'y a pas accord entre les ouvriers et le patronat, et, d'autre part, le fait que l'unification des conflits et l'élaboration d'un plan de lutte unitaire ne furent jamais un réel objectif de la direction du PIT-CNT.

L'atomisation et l'affaiblissement des luttes devinrent donc inéluctables et, dans certains cas — comme dans l'héroïque conflit des cheminots —, elles aboutirent à des défaites importantes qui eurent et ont encore des conséquences négatives pour l'ensemble du mouvement ouvrier.

En bref, la direction syndicale, hégémonisée par le PCU, privilégia la négociation et la concertation au moment où les luttes ouvrières, au niveau sectoriel, étaient chaque fois plus résolues. Et quand vint le moment de déclencher la grève générale le 20 septembre 1985, elle prit cette initiative comme soupape de sécurité de la bouilloire sociale et non comme partie prenante d'un plan de lutte visant réellement à combattre la politique du gouvernement et des patrons.

C'est dans ce cadre et ces conditions que la mobilisation ouvrière se désagrégea jusqu'à la fin 1985 où le niveau des conflits sociaux a nettement diminué. Le gouvernement obtint ainsi dans la majorité des cas, la possibilité d'imposer son plafond d'augmentation salariale de 18 % et de maintenir isolés et sans perspective des conflits de très longue durée. C'est dans ce contexte qu'intervint aussi le 3e congrès du PIT-CNT.

LA CRISE DE LA DIRECTION SYNDICALE

Pour comprendre les événements de ce congrès de la centrale ouvrière, il est indispensable d'évoquer rapidement quelques faits antérieurs qui ont dans une large mesure influé sur le déroulement de cette rencontre et pèsent encore lourdement sur la dynamique interne du mouvement ouvrier organisé.

Au cours des dernières années de résistance à la dictature, il s'est produit une recomposition au niveau de l'avant-garde syndicale en parallèle avec le problème fondamental de la lutte unitaire sur des objectifs démocratiques, qui tenait alors le premier plan de la scène politique. C'est en ce sens que la constitution du PIT en 1983 et son développement jusqu'à la mi-1984 furent marqués par un caractère démocratique, avec une large participation des différentes sensibilités politiques dans toutes ses instances. La réorganisation du mouvement syndical se fit sous la bannière de l'unité et dans le respect de la démocratie ouvrière. C'est d'ailleurs ce qui explique entre autres les revers subis par le PCU lors des élections syndicales dans les secteurs de travailleurs les plus avancés dans le processus de réorganisation syndicale (secteur bancaire, santé, Ancap, Ute, Suap, Ademu en 1984, etc.).

Le thème central de ce renouveau était — avant même la question politique — le fonctionnement interne des syndicats, ce qu'on appela « le style d'attitude syndicale ». Contre la structure verticale des syndicats de la période de dictature était mis en avant la lutte pour la démocratie ouvrière. De telle sorte que les alliances syndicales, qui se tissèrent alors, ne furent pas toujours « homogènes » ou effectuées sur une base programmatique. Elles étaient déterminées en premier lieu par la corrélation des forces au niveau d'un syndicat et par la question de la démocratie. C'est pour cette raison que souvent il n'y eut pas de différenciation politique nette entre la branche combattive de la centrale et la liste 98 (5). Le dénominateur commun des alliances syn-

Manifestation en faveur de l'amnistie. (DR)



5. La gauche combattive comprend le Mouvement de libération nationale du 26 mars (MLN-26 mars), la Gauche démocratique indépendante (IDI), le Parti pour la victoire du peuple (PVP), le Parti socialiste des travailleurs (PST), section uruguayenne de la IVe Internationale, et les anarchistes. L'autre courant, le Parti socialiste (PS), le Parti démocrate chrétien (PDC) et la liste 98 représentent environ 65 % des voix obtenues par le Frente Amplio lors des dernières élections.

dicales fut celui de l'unité contre les méthodes bureaucratiques du stalinisme et sa tendance à la manipulation des organisations ouvrières pour imposer sa stratégie de conciliation de classe. Alliances qui également, il faut bien le dire, furent souvent émaillées de sectarisme et de visées « électoralistes ».

C'est dans ce contexte que s'ouvrit le 3e congrès du PIT-CNT. D'emblée, les délais statutaires pour élaborer et discuter les documents soumis aux congressistes ne furent pas respectés. La falsification des recensements de délégués en faveur de la fraction syndicale du PCU fut une pratique courante. Et durant la période de préparation du congrès, les négociations entre les tendances politiques représentées au secrétariat de la centrale se substituèrent à la discussion dans les cellules de base. Ces tractations laissaient de côté les différences politiques que tous savaient pourtant être profondes. C'est ainsi que l'on parvint à la présentation d'un document de consensus qui laissait de côté aussi bien des aspects fondamentaux des acquis passés de la centrale que l'analyse précise des perspectives du mouvement ouvrier. En définitive, ces négociations ont permis d'obtenir une série d'accords sur l'autel de l'unité syndicale, mais lorsque vint le moment de l'ouverture du congrès, le PCU ne respecta pas les règles du jeu.

Le vendredi 29 novembre 1985, 500 délégués représentant près de cent milles adhérents des 26 fédérations syndicales les plus importantes et de trois unions départementales ont quitté le congrès du PIT-CNT en signe de rejet des méthodes anti-démocratiques utilisées par la tendance stalinienne de la centrale syndicale. Ainsi s'ouvrait la plus importante crise au sein du mouvement syndical de ces vingt dernières années. On ne doit ni la sous-estimer ni l'attribuer à une seule cause, car elle se situe dans un processus de rénovation de l'avant-garde syndicale, de remise en cause du monolithisme du PCU, avec la question sous-jacente de sa politique de concertation, d'affaiblissement des luttes ouvrières, alors même que le gouvernement et les patrons sont à l'offensive. Les accords intervenus par la suite ainsi que la réaffirmation de l'unité dans une seule centrale syndicale n'ont pas résolu tous les problèmes. La décision de convoquer un congrès extraordinaire de la centrale en juin 1986 ouvre donc la possibilité d'un travail fécond de réflexion et d'analyse au sein des syndicats et des masses laborieuses. Une activité et un débat qui ne doivent pas se limiter aux aspects méthodologiques, tout en ne perdant pas de vue que ceux-ci ont des racines politiques de grande importance.

La confusion politique est aujourd'hui le principal ennemi de l'avant-garde et de l'ensemble des travailleurs ; consolider un courant lutte de classe qui offre une alternative au réformisme est leur tâche prioritaire. Les affinités démocratiques entretenues avec la liste 98 ne doivent pas nous faire oublier ni nous masquer les divergences politiques qui existent avec ce courant. La lutte entre le



Le drapeau du PST. (DR)

PCU et le PS, qui sont en fait en accord sur la stratégie, n'est que le reflet de la lutte actuelle à l'intérieur du Frente Amplio pour obtenir l'hégémonie politico-organisationnelle dans la coalition de gauche dans le but de se présenter comme les interlocuteurs valables de la bourgeoisie et du gouvernement.

LES PERSPECTIVES IMMÉDIATES

Le gouvernement Sanguinetti a défini son projet politique, économique et social dès son installation. Un gouvernement, comme il est de tradition au Parti Colorado, qui se signale par sa capacité à dominer la « chose publique » et qui, en dépit de sa faiblesse de fait, se sent fort. Ce gouvernement, main dans la main avec le grand capital et le FMI, s'appuie sur les facilités politiques que lui offre l'actuelle transition démocratique pour appliquer une politique anti-ouvrière et anti-nationale.

Rien ne permet de prévoir qu'il y aura des changements dans cette orientation. Le budget soumis au parlement confirme la ligne monétariste du gouvernement et ses objectifs prioritaires : le remboursement de la dette extérieure, la privatisation de certaines entreprises nationalisées, le maintien de l'impressionnant appareil de répression et l'austérité en matière de salaire, de santé, d'enseignement et de logement. Dans le même temps, Sanguinetti maintient sa volonté d'amnistier les bourreaux et les assassins de la dictature et menace le mouvement ouvrier de lui imposer une réglementation syndicale. Voilà ce que sont les grandes lignes de la politique gouvernementale du Parti Colo-

rado. Il est bien entendu que tout ceci ne peut rester immuable dans le temps. Par exemple, des rumeurs courent déjà à propos de conversations entre le gouvernement et l'opposition pour établir un programme d'accord national pour les trois ans à venir qui prévoierait l'attribution de postes ministériels à des représentants de l'opposition, ce qui en séduit plus d'un.

Mais comme toujours, tout sera conditionné par le niveau et la qualité des mobilisations ouvrières et populaires et par le rôle que jouera la gauche et en particulier la gauche combative et révolutionnaire. La gravité de la crise et l'augmentation de la dépendance n'autorisent ni retards ni tergiversations quant à l'application des solutions politiques négociées et réformistes.

Nous nous trouvons dans une période d'accumulation des forces sur le plan politico-social. La situation et les tâches qui en découlent, imposent la nécessité du front unique de toutes les organisations ouvrières et populaires sous un même programme qui réponde aux nécessités les plus élémentaires du peuple et de l'Uruguay comme pays exploité : la lutte contre la politique économique du FMI ; la défense des libertés démocratiques ; la lutte contre l'impérialisme et sa politique d'agression au Nicaragua et au Salvador. Un tel programme derrière lequel se mobiliseraient les masses populaires, serait la seule manière de préparer les conditions sociales et politiques pour passer à l'offensive et déjouer les plans de la bourgeoisie et de l'impérialisme. ■

Ernesto HERRERA,
Montevideo, 3 janvier 1986.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

PORTUGAL

Ve congrès du PSR

Le Ve congrès du Parti socialiste révolutionnaire (PSR), la section portugaise de la IVe Internationale, s'est tenu à Lisbonne les 25, 26 et 27 avril derniers. Ce congrès devait traiter d'une contradiction actuelle de l'activité du PSR, à savoir le décalage entre ses capacités d'intervention limitées et les nécessités et opportunités offertes pour son apparition politique. Alors que cette organisation est de dimension modeste, elle est sollicitée pour une activité et une apparition publique dont l'ampleur s'est notablement accentuée ces derniers mois. C'est ainsi que le jour même de l'ouverture du congrès du PSR, un de ses dirigeants prenait la parole lors du meeting de commémoration du 25 avril 1975, aux côtés des représentants du Parti communiste portugais, du Parti socialiste, de l'UDP et du Parti rénovateur démocratique (PRD), une formation bourgeoise qui regroupe la majorité des capitaines qui déclenchèrent le coup d'Etat d'il y a douze ans. C'était la première fois qu'une telle occasion se présentait pour le PSR.

Le premier jour du congrès fut consacré à la discussion concernant la délimitation du profil politique, idéologique et programmatique du PSR. Le débat se centra autour de la question de l'apparition du PSR dans les débats publics sur l'actualité du marxisme et de la révolution socialiste.

Le second jour de débat était destiné aux tâches d'intervention, dans les syndicats et les mouvements de solidarité, et à la question des relations unitaires. La principale décision du congrès fut de valoriser le journal *Combate*, organe publié par le PSR et défendant ses orientations fondamentales, mais qui a connu, et connaîtra encore plus à l'avenir, la collaboration de révolutionnaires indépendants, de journalistes, d'intellectuels et de syndicalistes. Ce journal, ouvert aux débats politiques, et lieu d'expression des luttes populaires, sera un instrument fondamental pour faire connaître le PSR, ses propositions et sa manière d'intervenir. Enfin, le troisième jour fut consacré à l'élection d'une nouvelle direction et à la discussion relative à son fonctionnement.

Le 30 avril, une séance publique fut l'occasion de présenter les principales conclusions de ce congrès devant 150 personnes, parmi lesquelles des délégations du comité central du PCP, des

directions du Parti des Verts, du MDP, d'une organisation anarchiste, de la Ligue socialiste des travailleurs (LST, une organisation moréniste), du Front d'unité populaire (le parti d'Otelo de Carvalho), de la centrale syndicale CGTP. Le PS envoya un message expliquant son absence. Lors de cette réunion publique, trois dirigeants du PSR sont intervenus pour présenter les conclusions du congrès ; diverses délégations ont pris la parole, tandis que, au nom de la LCR de l'Etat espagnol, Manolo Garin a présenté un bilan de la mobilisation contre l'OTAN. ■

SENEGAL

L'opposition condamne les raids US en Libye

Nous reproduisons ci-dessous une déclaration commune des partis d'opposition au Sénégal condamnant le raid US en Libye et la passivité du président sénégalais Abdou Diouf qui est président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Cette déclaration a été adoptée à Dakar le 17 avril 1986 par les organisations suivantes : l'Organisation socialiste des travailleurs (OST), section sénégalaise de la IVe Internationale ; And Jeef/ Mouvement révolutionnaire pour une démocratie nouvelle (AJ/MRDN), d'origine maoïste ; la Ligue communiste des travailleurs (LCT), liée au courant lambertiste ; le Parti africain de l'Indépendance (PAI) qui est l'organisation stalinienne dirigée par Majmout Diop ; la Ligue démocratique-Mouvement pour un parti des travailleurs (LD-MPT), organisation néo-stalinienne issue d'une scission du PAI au début des années 1970 ; le Mouvement démocratique populaire (MDP), formation nationaliste bourgeoise de Mamadou Dia ; le Parti démocratique sénégalais (PDS) une formation bourgeoise d'opposition dirigée par l'avocat Abdoulaye Wade ; une petite formation, le Parti populaire sénégalais (PPS) et l'Union démocratique populaire (UDP) maoïste.

Tandis que les peuples du monde et l'écrasante majorité des gouvernements expriment leur réprobation devant l'agression militaire perpétrée par le gouvernement Reagan contre la Libye, le peuple sénégalais et l'opinion internationale sont étonnés et choqués par le silence que continue d'observer le président en exercice de l'OUA.

Le président en exercice de l'OUA reste sourd et muet face aux appels insis-

tants de chefs d'Etat et de gouvernements africains l'invitant à prendre des initiatives face à cet acte criminel sans précédent, notamment à convoquer d'urgence un sommet des chefs d'Etat de l'OUA.

Cette attitude soulève de légitimes interrogations et inquiétudes. En effet, les raids américains sur Tripoli et Benghazi ouvrent une ère dangereuse pour la sécurité et la souveraineté nationale en Afrique.

Par cet acte, le gouvernement Reagan avertit tous les peuples et gouvernements d'Afrique et les place devant l'alternative suivante : ou bien se soumettre sans réserve à la volonté des Etats-Unis, ou bien être sous la menace constante de l'agression. Reagan a donc clairement averti : tout peuple, pays, gouvernement d'Afrique qui manifestera des velléités d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis subira l'agression sous une forme ou une autre, comme cela est déjà le cas en Amérique centrale, notamment au Nicaragua et à Grenade.

Et c'est la claire conscience de ces enjeux qui explique la profondeur de la réprobation populaire qui a pris, dans plusieurs pays, la forme de manifestations de protestation.

Face à cette situation d'une gravité exceptionnelle, les partis signataires de la présente déclaration, fidèles à leurs prises de position en faveur du droit de tous les peuples du monde à l'indépendance et à la souveraineté :

condamnent avec la dernière énergie l'agression militaire perpétrée par Reagan contre la Libye ;

expriment leur sympathie et leur soutien ferme au peuple et au gouvernement libyens contre la politique de la canonniers de Reagan ;

appellent tous les peuples d'Afrique et du monde, toutes les organisations anti-impérialistes et démocratiques à entreprendre et à poursuivre dans l'unité, les actions de protestation susceptibles de faire revenir à la raison le gouvernement Reagan ;

s'étonnent et dénoncent le silence coupable du président en exercice de l'OUA ;

demandent la réunion urgente du sommet de l'OUA pour prendre les mesures de solidarité concrètes en faveur du peuple et du gouvernement libyens, qui s'imposent.

exigent du président de la République du Sénégal une prise de position claire et sans équivoque.

Pour leur part, les partis signataires sont décidés à prendre les initiatives susceptibles de permettre au peuple sénégalais d'exprimer son indignation et sa solidarité concrète au peuple frère de Libye et à son gouvernement. ■

George Breitman,

50 ans d'activité révolutionnaire

Dans notre dernier numéro nous avons publié une courte déclaration du Bureau du Secrétariat unifié (SU) de la IVE Internationale à l'occasion de la mort de notre camarade George Breitman, vieux militant du mouvement trotskyste aux Etats-Unis. Nous publions ci-dessous une appréciation plus longue qui nous a été envoyée par le comité de rédaction du Bulletin in Defense of Marxism, revue de la Tendance IVE Internationale (FIT) dont George Breitman fut, après son exclusion du SWP, un des dirigeants jusqu'à sa mort.

Après avoir souffert pendant 30 ans d'une maladie pénible, notre camarade George Breitman s'est éteint le 19 avril 1986 à l'âge de 70 ans. Bien que dans les derniers mois de sa vie il souffrait de douleurs constantes et s'affaiblissait, il continuait à consacrer l'essentiel de son temps à des tâches politiques, dictant même trois lettres de son lit d'hôpital deux jours seulement avant sa mort.

George Breitman adhéra en 1935 à la Ligue des Jeunesses Spartacus, laquelle était liée au Parti ouvrier, prédécesseur du Parti socialiste des travailleurs (SWP), aujourd'hui l'une des organisations fraternelles de la IVE Internationale aux Etats-Unis. Depuis ce moment-là et jusqu'à sa mort, son engagement dans les tâches de construction du mouvement socialiste révolutionnaire fut sans faille. Délégué au congrès de fondation du SWP en 1938, il demeura fidèle et dévoué à ce parti jusqu'en 1984. Cette année-là, la direction actuelle du SWP, qui avait développé des divergences profondes avec le programme historique du parti — position que Breitman continuait à défendre —, l'a exclu avec quelques dizaines d'autres camarades, sur la base d'accusations de « déloyauté » à l'égard du parti fabriquées de toutes pièces. Après son exclusion, Breitman a tout de suite commencé à organiser les exclus, dans le but d'essayer de sauver le parti et son programme. Il participa ainsi à la création de la Tendance IVE Internationale (FIT) (autre organisation fraternelle de la IVE Internationale aux Etats-Unis), devenant rédacteur-en-chef de sa revue, *Bulletin in Defense of Marxism* (Bulletin de défense du marxisme).

Au cours de sa longue période de militantisme au SWP, George Breitman a rempli de nombreuses tâches et occupé d'importantes responsabilités. Il fut candidat du SWP dans une série d'élections au niveau national et local. Cette inlassable volonté d'assumer ces campagnes le fit plaisanter par James P. Cannon, fondateur du mouvement trotskyste américain, sur le fait que s'il continuait ainsi, il finirait par être soupçonné d'arrivisme électoral

chronique. En 1941, Breitman assumait la responsabilité de rédacteur-en-chef du *Militant*, organe central du SWP, poste qu'il devait occuper à plusieurs reprises par la suite. Hormis une période de deux ans et demi lorsqu'il fut à l'armée lors de la Deuxième Guerre mondiale, George Breitman fit partie sans interruption du comité national du SWP, de 1939 à 1981. Il fut souvent membre de son comité politique, organisme plus restreint. Parmi d'autres tâches plus ponctuelles, il a assumé des responsabilités politiques et organisationnelles à la direction de sections et de villes, comme directeur des finances, formateur, responsable de campagnes électorales, journaliste et écrivain.

Sa force principale fut peut-être sa capacité à expliquer de manière simple des idées compliquées à des personnes qui n'avaient pas l'habitude de la terminologie marxiste. Il possédait un grand talent pour saisir le moyen de faire le lien entre le programme du parti et la vie des travailleurs. Son style sans prétention, comme écrivain et comme orateur, rendait accessible à son auditoire les idées qu'il exposait. Ces qualités firent de lui l'un des meilleurs porte-parole du parti

aux élections, un orateur efficace dans les réunions publiques, et un excellent enseignant dans les cours de formation politique.

George Breitman a également participé à de nombreuses campagnes que le SWP a dû mener pour se défendre contre la répression de l'Etat. La plus célèbre de celles-ci fut l'affaire concernant l'ancien combattant James Kutcher. Ce militant du SWP ayant perdu les deux jambes lors de la campagne d'Italie pendant la Deuxième Guerre mondiale et ayant par la suite trouvé un emploi dans l'administration des anciens combattants, avait été licencié et privé de ses allocations de mutilé de guerre en raison de son appartenance au SWP, durant les années noires du maccarthysme et de la chasse aux sorcières. George Breitman joua un rôle de premier plan dans la campagne politique en défense des droits de Kutcher, laquelle fut finalement victorieuse après une longue bataille. Par la suite, Breitman collabora avec Kutcher pour écrire un livre relatant les expériences de ce dernier. Les deux hommes nouèrent une amitié qui a duré jusqu'à la mort de Breitman. Kutcher fut lui aussi exclu du SWP en 1983, après une campagne de calomnies particulièrement odieuse menée contre lui par la direction du parti.

Dans les années 1960, Breitman a fait une de ses contributions les plus notables à la théorie marxiste révolutionnaire par son analyse de la portée profondément révolutionnaire du nationalisme noir aux Etats-Unis. Il est devenu en

QUATRIEME INTERNATIONALE

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

Le numéro 20 de la revue *Quatrième Internationale* du mois de mai est paru.

Au sommaire :

Marx, la crise actuelle et l'avenir du travail, *Ernest Mandel* ;

Ce qui change en Italie, *Livio Maitan* ;

Les effets de la crise économique sur la classe ouvrière en RFA, *Peter Bartelheimer* ;

Les syndicats allemands face aux nouvelles technologies, *Interview* ;

Le réarmement nucléaire de l'Union soviétique est-il une nécessité ?, *Angela Klein* ;

Crise de l'apartheid, mobilisations de masse et organisation ouvrière en Afrique du Sud, *Document* dont la ligne générale a été approuvée au dernier CEI.

Prix unitaire : 40 Francs français.

Abonnements : 1 an, 4 numéros :

France : 100 FF, (soutien) 200 FF.

Autres pays : Europe : 100 FF, (soutien) 200 FF ; Afrique du Nord et Moyen-Orient (par avion) : 170 FF, (soutien) 250 FF ; Afrique, Amériques, Asie (par avion) : 170 FF, (soutien) 250 FF.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de PEC, à adresser à : *Quatrième Internationale*, 2, rue Richard Lenoir 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à PEC, BNP, Agence Robespierre, 153, rue de Paris 93108 Montreuil, France, compte numéro 2301 79/90.

Virements postaux à PEC, compte chèque postal numéro 232242 T Paris.

particulier une autorité sur la vie et l'œuvre du dirigeant noir Malcolm X, écrivant un livre publié en 1967, *The Last Year of Malcolm X, the Evolution of a Revolutionary* (La dernière année de Malcolm X, l'évolution d'un révolutionnaire). Il avait aussi la responsabilité éditoriale entière ou partielle pour la publication de nombreux écrits de Malcolm X.

Vers la fin des années 1960, le SWP et son organisation de jeunesse, l'Alliance des jeunes socialistes (YSA) commençait à recruter à partir de la radicalisation étudiante, dans le mouvement contre la guerre au Vietnam, la lutte des Noirs et le mouvement naissant de libération des femmes. Le parti s'attaquait au problème de donner une formation marxiste révolutionnaire à ces nouveaux militants. Breitman proposa un projet ambitieux pour Pathfinder Press, la maison d'édition liée au parti : celui de rassembler et publier les écrits de Léon Trotsky. Breitman appuyait sa proposition de trois arguments : d'abord, les écrits de Trotsky, à la différence de certains autres dirigeants révolutionnaires n'avaient jamais été rassemblés ni publiés de manière systématique ; ensuite, il considérait Trotsky comme le propagandiste le plus capable des idées de Lénine, tout comme ce dernier avait été l'interprète le plus remarquable de celles de Marx ; enfin les contributions spécifiques de Trotsky — sur la révolution permanente, le programme de transition ou son analyse du nationalisme — étaient d'une importance primordiale pour les mouvements révolutionnaires d'aujourd'hui.

Breitman assumait la responsabilité centrale de ce projet. Il s'agissait de trouver les écrits, de faire une sélection, des traductions de plusieurs langues, de tout le travail d'annotation et de rédaction. Quand ce projet ambitieux eut pris sa forme définitive, il aboutit aux 14 tomes des *Ecrits de Léon Trotsky*, couvrant la période 1929-1940. En même temps, Breitman dirigeait la publication d'une série de volumes sur des thèmes ou des pays précis, par exemple la révolution espagnole, la montée du fascisme en Allemagne ou la période du Front populaire en France. Le résultat de ce travail est que les révolutionnaires ont aujourd'hui une source incomparable pour étudier l'histoire et la théorie du mouvement ouvrier et des révolutions.

George Breitman est né et a été élevé dans un quartier ouvrier de Newark dans le New Jersey. Sa mère était bonne dans des familles aisées, son père travaillait comme livreur de glaçons, en cette époque où il n'y avait pas encore de réfrigérateurs dans tous les foyers, montant jusqu'au sixième étage des immeubles avec des blocs de glace de 25 kilos. Quand il mourut à l'âge de 40 ans, Celia, la sœur aînée de George, a dû quitter l'école précocement pour travailler et soutenir financièrement la famille. Elle a eu une influence décisive sur George. Devenue militante des Jeunesses communistes, elle savait combiner ses responsabilités politiques et familiales en amenant son petit frère dans des réunions politiques dès

son plus jeune âge. C'est ainsi qu'il participa en 1927 à une manifestation de protestation contre l'exécution des militants anarchistes Sacco et Vanzetti.

Le jeune Breitman lisait avidement. Commencant bien sûr par la littérature de pacotille vendue massivement aux enfants à une époque où la télévision n'existait pas encore, il lisait par la suite des romans et nouvelles de qualité. Il partageait son temps libre entre la bibliothèque publique et un coin de rue de son quartier qui fut connu par la suite sous le nom de « Place Trotsky », parce qu'une bonne partie de la bande des jeunes qui s'y rassemblait ont adhéré plus tard au mouvement trotskyste. Cinquante ans après, George parlait encore avec nostalgie et affection de la bibliothèque publique de Newark.

En 1932, à l'âge de 16 ans et au plus profond de la récession, George quitta le lycée pour rejoindre les rangs des chômeurs. Pendant l'été 1933, il se trouvait souvent sur un terrain de jeu près de chez lui, en train de jouer au baseball et de rédiger le journal ronéoté du club sportif. Il passa toute l'année suivant son départ du lycée à écrire un roman sur son quartier, mais il le détruisit par la suite. En 1934, il partit dans l'Alabama dans le cadre du Corps civil de conservation, organisme basé à New York dont la raison d'être était de faire travailler les jeunes chômeurs qui traînaient dans les rues. C'est à cette époque qu'un copain de son quartier lui a donné quelques exemplaires du *Militant*.

Après son retour à Newark en 1935, Breitman adhérait au mouvement trotskyste et commençait un travail de masse dans le mouvement des chômeurs. Il adhérait à une organisation des chômeurs, l'Alliance ouvrière (WA), qui était florissante à Newark, où elle avait quelques milliers d'adhérents. Bientôt, il se trouvait en plein cœur des luttes pour défendre les droits des chômeurs et pour obtenir des meilleurs salaires pour ceux qui travaillaient sur les chantiers de travaux publics de l'organisme officiel WPA. En 1936, il était élu secrétaire d'organisation de la WA pour l'Etat du New Jersey.

En août 1936, George Breitman, était le plus jeune d'un groupe de sept dirigeants de la WA, qui furent arrêtés et inculpés d'« incitation à l'émeute » pour avoir organisé des grèves et arrêté des chantiers du WPA dans le comté de Burlington. A cette occasion, Breitman séjourna une semaine en prison. Les inculpations furent finalement abandonnées, les grèves furent victorieuses et les travailleurs gagnèrent une augmentation de 5 cents par heure. Ceci n'est qu'un incident parmi des dizaines d'autres grèves auxquelles Breitman a participé à cette époque. Il était secrétaire fédéral pour l'Etat du New Jersey de la WA en 1936-1937 et ensuite secrétaire pour le comté d'Essex. Pendant une partie de cette période il fut aussi rédacteur-en-chef du bulletin de la WA du New Jersey. Il gagnait de nombreux chômeurs au mouvement révolutionnaire.

En 1936, les chômeurs organisés

occupaient le bâtiment de l'Assemblée de l'Etat du New Jersey à Trenton, obligeant les élus à se réfugier ailleurs et à entamer des négociations pour une augmentation des allocations de chômage. Breitman aidait à l'organisation de cette initiative au sujet de laquelle il écrivit par la suite une brochure.

C'est dans le mouvement des chômeurs des années 1930 que Breitman a eu la plus grande possibilité de participer à un mouvement de masse et mettre à l'épreuve de la pratique ses idées et ses capacités militantes. En 1941, dix-huit dirigeants du SWP, inculpés sous la loi Smith qui punissait toute incitation au renversement violent du gouvernement des Etats-Unis, furent incarcérés le jour de l'entrée en guerre des Etats-Unis dans la Deuxième Guerre mondiale. Parmi les inculpés se trouvait Felix Morrow, rédacteur-en-chef du *Militant*, que Breitman fut invité à remplacer. Il dirigea le journal jusqu'en 1943, date à laquelle il fut incorporé à l'armée et envoyé en France.

En mars 1946, il participait en tant qu'observateur à une conférence de la IVe Internationale à Paris. La réunion fut dispersée par la police, qui arrêta tous les participants. La conférence se poursuivait dans une prison française, mais Breitman fut libéré après quelques heures et expulsé du pays.

A son retour aux Etats-Unis, il était à nouveau rédacteur-en-chef du *Militant* de 1946 à 1947, puis de 1951 à 1953. En 1954, il s'installa à Detroit où il travaillait comme correcteur au *Detroit Free Press* et était membre du Syndicat international des typographes. Il passa seize ans de sa vie à diriger activement la section de Detroit du SWP, organisant des réunions débats hebdomadaires avec les sympathisants du parti, le Forum socialiste du vendredi soir qui fonctionna sans interruption de 1954 à 1967. Il quitta Detroit cette année-là pour retourner à New York, où il a passé le reste de sa vie. Sa femme, camarade et compagne durant 46 années, Dorothea, lui survit. ■

INPRECOR



REAGAN LA GUERRE

FRANCE

Le retour de la droite

(suite de la page 28)

pour la syndicalisation des travailleurs des secteurs les plus mal rémunérés et actuellement encore inorganisés.

Certes, nombre de syndiqués de la COSATU dans la région du Natal et dans des secteurs comme la métallurgie et l'automobile sont aussi affiliés à l'Inkatha. Cela ne garantit pourtant pas automatiquement le succès de l'UWUSA. Car sur le terrain de l'organisation syndicale dans l'entreprise et de la lutte pour les revendications ouvrières, ces mêmes syndiqués ont fait ces dernières années l'expérience de l'efficacité de l'organisation démocratique à la base dans des réseaux de shop steward et, en majorité, accordent toute leur confiance au COSATU. Ce dernier a d'ailleurs vu son effectif augmenter de 30 % depuis sa fondation en décembre dernier et il revendique aujourd'hui 650 000 syndiqués.

Un bon exemple de l'engagement ouvrier dans les rangs du COSATU est sans doute celui du meeting du 1er mai qui s'est tenu dans un township du Nord Natal, à Esikhawini, et qui regroupa 3 000 travailleurs dans une zone située en plein cœur du territoire d'implantation traditionnelle de l'Inkatha. Ceci représentait, qui plus est, un véritable défi aux institutions locales mises en place par le régime et gérée par l'Inkatha, comme le conseil municipal du township qui avait décidé d'interdire cette réunion. Or, au sein même de ce conseil sont présents des membres influents de l'UWUSA.

Par ailleurs, l'administration du Kwa-zoulou est elle-même un employeur qui ne reconnaît guère de droits sociaux à ses travailleurs. L'approfondissement de

la mobilisation anti-apartheid dans les bantoustans et le renforcement du mouvement syndical indépendant parmi ces travailleurs devraient être des facteurs supplémentaires de difficultés pour l'Inkatha et l'UWUSA.

Il est donc loin d'être évident que l'UWUSA puisse se construire comme un véritable syndicat dans les entreprises. Ce terrain est déjà partiellement occupé dans certains secteurs et il devrait l'être encore plus avec l'application des résolutions du congrès de fondation du COSATU qui prévoient l'extension du syndicat aux secteurs encore inorganisés (travailleurs agricoles, construction) et l'unification des différentes composantes du COSATU dans des fédérations structurées par branche d'industrie.

Le rythme de développement du mouvement syndical indépendant dans les entreprises conditionnera à la fois sa capacité de résister tant au pouvoir raciste qu'aux tentatives de division de l'Inkatha, mais aussi la place qu'il occupera dans les futures mobilisations anti-apartheid dont l'échéance la plus proche est la grève de trois jours prévue à l'occasion de l'anniversaire de la révolte de Soweto de la mi-juin 1976.

Dans cette perspective, la question des fusions syndicales pour créer un seul syndicat par branche industrielle revêt donc une grande importance. Or, en ce domaine, certains progrès sont enregistrés.

Ce processus signifie l'éclatement à terme de certains syndicats généraux qui rassemblaient des travailleurs de divers secteurs sans les structurer par branche d'activité. Le secrétaire général d'un de

ces syndicats, le GAWU, affirmait récemment qu'il n'aurait aucune réticence à cette mutation. Il déclara notamment : *« Nous sommes très enthousiasmés de cette évolution. Le GAWU sera affecté par le départ de ses membres vers d'autres syndicats, mais nous ne voyons pas cela comme une perte. (...) Cela est favorable aux intérêts généraux des travailleurs. Nous allons constituer des syndicats industriels plus forts et construire le pouvoir de la classe ouvrière dans son ensemble »*.

L'une des fusions syndicales en bonne voie est celle du secteur de l'alimentation. Elle concerne trois syndicats du commerce et de l'alimentation, le Food and canning worker's union (FCWU), le Sweet food and allied worker's union (SFAWU), le Retail and allied worker's union (RAWU), et deux syndicats généraux, le SAAWU et le GAWU. Jan Theron, secrétaire général du FCWU explique en ces termes les raisons pour lesquelles il lui apparaît nécessaire d'avoir un syndicat puissant dans cette branche : *« Le syndicat doit parler pour tous les travailleurs d'une seule voix. Si nous organisons par exemple des travailleurs des boulangeries, nous devons aussi organiser les travailleurs des minoteries qui alimentent les boulangeries en farine. Parce qu'après tout, c'est la même compagnie qui possède les boulangeries et les minoteries »*. Le nouveau syndicat de l'alimentation devrait être lancé à la fin mai. Il sera l'un des plus gros du pays puisque la somme des membres syndiqués de ses différentes composantes d'origine atteint déjà le chiffre de 50 000 adhérents.

La progression de la syndicalisation est constante depuis la fondation du COSATU. Ainsi, trois mois après cet événement, le SFAWU passait de 19 000 à 23 000 membres ; le GAWU progressait lui aussi. Le futur syndicat de l'alimentation devrait donc assez rapidement atteindre les 60 000 syndiqués.

Un autre processus de fusion est à l'œuvre dans le secteur du papier, du bois et de l'imprimerie, et concerne le PWAU, le GAWU et le SAAWU. Ces organisations se sont rencontrées fin avril pour mettre au point un échéancier précis. Troisième exemple de ce processus, celui qui est en cours parmi les travailleurs de l'administration publique et des municipalités. Les syndicats concernés sont ceux des travailleurs municipaux du Cap (CTMWA), le Municipal worker's union of South Africa (MWUSA), et le syndicat des transports, TGWU.

Toutes ces fusions permettront un renforcement du mouvement syndical mais aussi un approfondissement de son enracinement démocratique à la base au travers de réseaux de shop stewards. D'ores et déjà, le COSATU s'est fixé l'objectif d'un million de syndiqués pour la fin de l'année 1986. Les progrès récents laissent espérer que cet objectif sera atteint. ■

Tony ROUX,
15 mai 1986.

Message du COSATU pour le 1^{er} mai

(...) En Afrique du Sud, des millions de travailleurs et leurs familles vivent dans la pauvreté, la faim et la famine. Nos vies et nos familles sont brisées par les lois sur les pass (passeports intérieurs, ndlr.) et le travail migrant, nous vivons avec nos familles dans des maisons grandes comme des boîtes d'allumettes. Nos enfants reçoivent une éducation pour esclave, qui les condamnent aux usines et aux mines.

Pendant qu'une minorité de gens vit dans une si grande richesse qu'ils sont parmi les plus riches du monde. Leur richesse est faite du sang, de la sueur et du travail de la classe ouvrière.

C'est la raison pour laquelle, en tant que COSATU, nous devons combattre cette domination. Nos revendications sont claires. Nous voulons notre libération de l'apartheid et du système de la main d'œuvre à bas prix. Nous devons nous mobiliser et nous organiser partout dans les usines, les fermes, les mines, les écoles, les townships et les zones rurales.

Nous devons partout structurer des comités de délégués d'ateliers, de délégués de mines, des comités de rues et de quartier. C'est la base de la prise de pouvoir par notre peuple. La classe ouvrière doit jouer un rôle dirigeant dans la lutte pour la liberté. Nous devons nous investir dans toutes les sphères du combat, depuis la lutte pour un salaire minimum et le droit de grève, jusqu'au soutien à la lutte des lycéens pour des structures représentatives démocratiques et la levée du bannissement du COSAS (syndicat étudiant, ndlr.), jusqu'à la demande de libération du camarade Nelson Mandela, de Oscar Mpetha et de tous les prisonniers politiques, de la levée du bannissement de toutes les organisations qui en sont l'objet, et de la fin de l'influx control (contrôle des déplacements, ndlr.) et des lois sur les pass.

Le COSATU est engagé dans la campagne pour ces droits pour notre liberté, et nous exhortons tous les dirigeants ouvriers, tous les membres et tous les patriotes en Afrique du Sud à travailler ensemble, à planifier et coordonner nos actions pour obtenir notre liberté et briser les chaînes de la pauvreté et du système de la main d'œuvre à bas prix qui lient la majorité du peuple en Afrique du Sud aujourd'hui (...). ■

Plus d'un million de grévistes pour le premier mai

PLUS d'un million et demi de travailleurs noirs ont fait grève le 1er mai dernier. C'est là sans doute le débrayage le plus important de l'histoire moderne du mouvement ouvrier noir dans ce pays. L'appel à la mobilisation lancé par le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) réclamait entre autres que le 1er mai soit une journée chômée. Depuis quelques années, parallèlement à la remontée d'un nouveau mouvement syndical, des initiatives ouvrières avaient lieu pour marquer cette date symbolique des travailleurs.

Tony ROUX

Une récente enquête effectuée par un groupe d'étude sur les questions du travail lié au mouvement syndical indépendant, le Labour monitoring group (LMG), atteste avec précision de l'ampleur de ce mouvement gréviste. Ce rapport affirme notamment que sous la pression de leurs employés un certain nombre de patrons sont d'ores et déjà favorables à l'acceptation de la revendication d'un premier mai chômé. Toutefois, la grande majorité du patronat en reste encore à une attitude qui se résume par la formule « *pas de travail, pas de salaire* ».

Le mouvement gréviste s'est évidemment développé dans les principales zones industrielles du pays. Ces quatre régions dites « métropolitaines » représentent seulement 4 % de la superficie totale du pays, mais concentraient, au milieu des années 1970, 85 % de la production industrielle du pays, 70 % du Produit national, et 40 % de la population active y était employée. Cela illustre le haut degré de concentration géographique du processus d'industrialisation en Afrique du Sud et partant l'importance de la concentration géographique du prolétariat noir.

De l'enquête du LMG sur les taux de participation gréviste dans les quatre grandes régions industrielles du pays pour le 1er mai, il ressort que c'est dans la zone de Pretoria-Witwatersrand-Vaal (PWV) que le nombre de grévistes fut le plus important (1 million dont 209 000 mineurs). Mis à part le secteur des mines, le taux de débrayage est évalué à 67 % dans cette région tandis que 90 % des commerçants indiens ont fermé boutique dans certaines zones. La région de PWV est une zone de forte concentration de l'activité industrielle et de l'emploi. C'est aussi la région où se déroula en novembre 1984 une grève générale (stay-away) de deux jours qui connut un important succès (cf. *Inprecor* numéro 201 du 22 juillet 1985).

La région de Port Elizabeth-Uitenhage, dans l'Est de la province du Cap, a vu, quant à elle, le plus fort pourcentage

de travailleurs grévistes : environ 99 % des travailleurs africains et un nombre « significatif » de travailleurs métis.

Dans la zone de Durban, il y eut 160 000 grévistes, soit un taux de 61 % au total avec une différence entre les travailleurs africains (68 % de grévistes) et indiens (31 %). Enfin, dans la province occidentale du Cap, le taux de grévistes n'est que de 15 % au total. Mais l'on note une forte disproportion entre les travailleurs africains (51 %) et métis (8 %).

L'impact du mouvement de débrayage a été aussi confirmé par des sources patronales. La direction de l'Anglo-American, le conglomérat industriel et minier sud-africain, a fait état d'un absentéisme de 83 %. Tandis que l'Association des chambres de commerce (Assocom) a noté que, par endroits, 80 % des petits commerces surtout tenus par des Indiens, ont baissé leur rideau. Cela illustre au-delà des différences de mobilisation suivant les régions, le processus d'unité des opprimés et exploités Africains, Indiens et Métis dans le cours actuel des mobilisations en Afrique du Sud.

Le premier mai a aussi été l'occasion de la tenue de manifestations unitaires des différentes organisations qui luttent contre l'apartheid, notamment à Soweto où se sont réunis 20 000 personnes. L'état d'esprit unitaire et combatif du mouvement ouvrier noir s'illustre donc parfaitement dans cette initiative comme dans les propos du message du premier mai du secrétaire général du COSATU, Elijah Barayi (cf. encart).

Lors du meeting de Soweto, Winnie Mandela, la femme du leader de l'ANC emprisonné à vie, devait déclarer que la situation avait contraint son peuple à « *déclarer l'année 1986, l'année de la libération* ». « *Vous êtes le pouvoir de ce pays, a-t-elle ajouté, je vous demande de serrer les rangs et de vous préparer à l'assaut final* ». Dans son allocution, le secrétaire général du COSATU devait affirmer : « *que le gouvernement le veuille ou non, nous allons faire du premier mai un jour férié* ». Il prononça un important réquisitoire contre le premier ministre du Bantoustan du Kwazoulou, Gathsa Buthelezi, par ail-

leurs dirigeant de l'organisation Inkatha, implantée principalement chez les Zoulous et qui vient de créer un syndicat concurrent du COSATU.

Le jour même à Durban, devant 70 000 personnes, les responsables de l'Inkatha ont en effet lancé un nouveau syndicat, le syndicat des travailleurs unis d'Afrique du Sud (UWUSA). Ce dernier s'affiche comme un mouvement favorable à la libre entreprise, dénonçant les thèses « socialistes » du COSATU, le « *syndicalisme politique* » et s'opposant au retrait des investissements étrangers. Les manifestants de Durban transportaient un cercueil sur lequel était inscrit le nom de COSATU. Le lancement de l'UWUSA est donc le résultat d'une claire volonté de diviser le mouvement ouvrier noir et d'endiguer son processus de radicalisation. Il répond aux intérêts d'un secteur de petits capitalistes Zoulous, produit de la différenciation sociale intervenue ces dernières décennies chez les opprimés, et qui sont notamment les bénéficiaires du développement de l'administration « autonome » des Bantoustans. Il tente de mettre à profit certains préjugés pour s'opposer au mouvement d'unité des masses opprimées.

D'ores et déjà, cette organisation est sponsorisée par des institutions liées au syndicalisme nord-américain de l'AFL-CIO. Le 10 avril dernier, Simon Conco, le secrétaire général de l'UWUSA et membre du pseudo-parlement du Kwazoulou, s'est d'ailleurs rendu aux Etats-Unis pour obtenir l'aide financière de syndicalistes nord-américains. La composition de la direction de l'UWUSA est assez significative du projet de ce syndicat. Elle comprend, d'après le *Weekly Mail* du 9 mai 1986, plusieurs affairistes Zoulous et des responsables de l'Inkatha ou de certains conseils municipaux de townships noirs. Paradoxalement, le seul transfuge significatif de la COSATU, l'ancien dirigeant de la branche du Nord Natal du syndicat du papier, du bois et des professions annexes (PWAU), Mhlaba Gumede, n'est pas membre de l'exécutif. Il n'est pas étonnant dès lors que l'UWUSA ait reçu l'appui de certains patrons qui espèrent en faire une machine de guerre contre le COSATU.

S'il est encore difficile d'apprécier l'effet de la fondation de l'UWUSA sur le mouvement syndical noir indépendant, il faut néanmoins noter que le rapport de forces ne se situe nullement au niveau des chiffres des réunions publiques respectivement organisées pour le 1er mai. Sur les 70 000 personnes réunies à Durban par l'UWUSA, environ 10 000 étaient des habitants des hôtels pour travailleurs célibataires et quelques milliers d'autres, seulement, étaient des travailleurs. Si l'on en croit Jerry Ntombela, président du COSATU dans la province du Nord Natal, sur les 10 000 militants de ce syndicat dans cette région, il n'y en aurait qu'« *environ vingt* » qui auraient rejoint l'UWUSA. Néanmoins, les deux centrales syndicales pourraient se trouver en compétition

(suite à la page 27)